Les Echos du PNDP

N°009 • Juillet - Août - Septembre 2015

Magazine d'informations du Programme National de Développement Participatif

www.pndp.org

Comptabilité Communale

La révolution SIM_ba en marche

Lire Pp 18-38

Le projet SIM_ba a été sélectionné parmi les 5 Meilleures Pratiques « OGP GIFT Fiscal Openness Working Group » dans le monde !

DERNIERE MINUTE

Réaménagement gouvernemental

Le come-back de Louis Paul Motaze P. 8

PARTNERS IN BRIEF

Elisabeth Huybens

The World Bank's New Face in Cameroon P. 10

ACTUALITES

PNDP III

Négociations concluantes P. 12

Ministère des Finances
www.minfi.gov.cm

Programme National de Développement Participatif
www.pndp.org

Projet de modernisation de la chaîne budgétaire et comptable des Communes du Cameroun, pour la Transparence budgétaire et fiscale à travers le progiciel SIM_ba

Meilleure Pratique OGP GIFT Fiscal Openness Working Group

SIM_ba

Avec l'appui technique de

www.aimf.asso.fr

www.afroleadership.org

Nos institutions se complètent progressivement et fonctionnent de manière exemplaire. La décentralisation est en marche et les Camerounais pourront bientôt participer plus directement à la gestion des affaires publiques. Aussi longtemps qu'une partie de notre population souffrira de la pauvreté, que l'égalité des chances ne sera pas garantie pour tous, que l'avenir de notre jeunesse sera incertain, notre tâche ne sera pas terminée (...)

Message du Président de la République, Son Excellence Paul BIYA à la Nation le 31 décembre 2006.

Philemon Yang
Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Louis Paul Motaze
Ministre de l'Economie, de la Planification
et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT)

Yaouba Abdoulaye
Ministre Délégué auprès du MINEPAT
chargé de la Planification

Gilbert Didier Edoa
Secrétaire Général du MINEPAT

SOMMAIRE

Directeur de la Publication :
Marie Madeleine Nga

Rédacteur en chef :
Kamdem Souop
akamdem@pndp.org

Comité éditorial :
Alphonse Boyogueno, Isaac Ekeme, Emmanuel Elimbi, Charles Boube, Georges Nkami, Frédéric Bandon.

Equipe de rédaction :
Sylvestre Chegue, Rostand Embolo, Augustin Bitchick, Stéphan Kapto, Palestine Mbarga, Hamadou Ousman, Yuh Timchia, Pierre Nka, Paul Charlot Elomo,

Extrême-Nord :
Albert Nguedam

Nord :
Mohamadou Ousmaïla, Casimir Tekela

Adamaoua :
Nana Maadjou, Bernard Oumarou Sali

Est :
Solange Motto Bindang

Sud :
Florent Hugues Bessala

Centre :
Thomas Ongon, Willy Azebaze

Littoral :
Olivier Herman Bekack

Sud-Ouest :
Atenchong David Nkem, Alexandre Atangana

Ouest :
Boniface Megouo, Nzuno Elisabeth, Martin Sakam

Nord-Ouest :
Bruno Daniel Nkandjo, Pascal Kolo

Secrétaire de rédaction :
Kamdem Souop

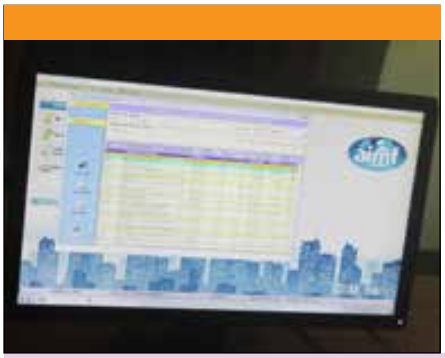
Mise en page :
Lordric Kako

Impression :
Sopecam

Tirage :
5000 exemplaires

Abonnements :
lesechos@pndp.org

CNC
BP 660 Yaoundé
Email : pndp@pndp.org
Site web : www.pndp.org
Tél.: +237 222 213 664
Fax: +237 222 213 663



18 38 **Dossier**
Comptabilité communale
La révolution SIM_ba en marche

17 **Environnement**
REDD+
Le point sur les avancées au niveau communal

EDITORIAL 06
Bienvenue M. le Ministre
Welcome Mr. Minister 07

ESPACE MINEPAT 08
Dernière minute - Réaménagement gouvernemental : le come-back de Louis Paul Motaze
Coopération Cameroun-Japon : les bons points du Don Hors Projet du Japon 09

NOS PARTENAIRES EN BREF 10
Elisabeth Huybens
The World Bank's New Face in Cameroon 10

Agriculture : les jeunes pousses du Programme AFOP 11

ACTUALITES 12
PNDP III : la phase de consolidation s'enclenche
Préparation PNDP III : une mission de la Banque Mondiale sur le terrain 13

Volet HIMO - Extême-Nord : l'AFD et le PNDP s'accordent 14
Investissements : l'Adamaoua affûte ses projets 15
SAGO 2015: l'administration camerounaise en vitrine 16

Populations autochtones vulnérables: l'ONU fixe les grandes lignes de l'après 2015 16
Décentralisation : les maires désormais salariés 16

PNDP EN CHIFFRES 39
Etat de mise en oeuvre au 1e semestre

NOUVELLES DES RÉGIONS 40
Ouest - Electrification rurale : le PNDP accorde plus de 31 millions de FCFA à Babadjou

Ouest - Kouoptamo : les bons points du PGDT 40
Ouest - Composante REDD+ : la Note d'Idées de Projet restituée 41
West : PNDP at the heart of this year's decentralization day 41
Ouest : les communes formées à l'élaboration des PIA et actualisation des CDMT 42
Centre : Deuk waits for its CDP 42
Centre : Essang kicks off Mfou's quest for a Communal Development Plan 43
Ouvrages communaux : le PNDP met l'accent sur la pérennisation 44
Centre - Marchés publics : le PNDP met les exécutifs municipaux à niveau 45
North west : 17 mayors trained at CEFAM 46

Editorial

Bienvenue Monsieur le Ministre

Par Marie Madeleine Nga

Il est des rendez-vous qui marquent l'histoire des pays et de leurs organisations. Qu'ils relèvent des contingences de l'histoire ou qu'ils soient le fait des hommes, ces rendez-vous laissent nécessairement leur empreinte sur l'Histoire.

Appel du destin ou accomplissement d'une destinée? Monsieur Louis Paul MOTAZE, Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, sera encore au grand rendez-vous avec l'une de ces grandes étapes qui marquent la grande marche du développement local au Cameroun. Dans quelques semaines voire quelques jours, Il va présider la cérémonie de lancement de la Troisième Phase du Programme National de Développement Participatif. C'est un Programme qu'il connait bien. Car, c'est lui qui, en tant que Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, avait procédé au lancement de la Seconde Phase du PNDP en 2010.

Vous voici donc de retour, Monsieur Le Ministre, pour assurer la tutelle sur l'institution gouvernementale qui vient de souffler sur ses dix bougies. Cette première décennie lui a permis de poser les bases du développement dans 329 communes. 3460 microprojets ont été réalisés dans divers domaines : éducation, santé, agriculture, développement durable, électrification rurale, hydraulique villageoise, élevage, gestion durable des terres, construction des ponts et dalots, recrutement du personnel communal, etc.

Ces actions du PNDP épousent la transversalité de l'action du Ministère que vous avez retrouvé depuis le 02 octobre 2015 à la suite du réaménagement du Gouvernement effectué par le Président de la République, Son Excellence Paul BIYA.

Parti de la première phase dite d'initiation dans 155 communes issues de six régions (Adamaoua, Centre, Extrême-Nord, Nord, Ouest et Sud), le PNDP est en passe de clôturer sa deuxième phase dite d'extension par une présence effective dans 329 Collectivités Territoriales Décentralisées des zones rurales des 10 régions de notre pays.

Ainsi, votre retour au MINEPAT coïncide avec le début d'un autre tournant majeur du PNDP : la Phase de consolidation de ses actions. La mission est de couvrir l'ensemble des 360 communes du pays, en prenant en compte les communes d'arrondissement qui s'impatientaient déjà de bénéficier elles aussi des

actions du PNDP. Car, jusqu'à ce jour, les populations des grandes agglomérations du pays revendiquent en toute légitimité la présence du PNDP à leur côté. Il s'agit d'une synergie d'actions de développement de proximité afin d'apporter modestement notre pierre à la construction de notre très cher et beau pays.

Au moins une raison explique cette demande pressante: au cours des phases précédentes, le PNDP s'est distingué sur le terrain en dotant chacune des 329 communes d'un important document de planification, le Plan Communal de Développement (PCD). En 07 grandes parties, le PCD recoupe les aspirations des populations locales dans le cadre de la démocratie participative. A l'image du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), dont vous avez une parfaite maîtrise et qui sert de livre de chevet pour l'Action du Gouvernement, le PCD se présente comme la boussole du développement local au Cameroun.

D'autres chantiers majeurs nous interpellent. Il s'agit, entre autres, d'impulser une économie locale, notamment en appuyant des initiatives comme les Regroupements Locaux d'Economie Sociale et Solidaire (RELESS), mais aussi d'améliorer la transparence budgétaire et fiscale des communes avec le progiciel SIM_ba.

C'est donc ce travail effectué en synergie que l'ensemble du personnel du PNDP s'engage à poursuivre au cours de la Troisième Phase qui frappe à notre porte.

Dans la perspective de l'ouverture prochaine de cette Phase, qu'il me soit permis de joindre ma voix à celle de l'ensemble du personnel du PNDP, pour vous dire à l'unisson : « *Bienvenue Monsieur le Ministre !* ». ◆

Welcome Mister Minister

By Marie Madeleine Nga

History-making events are part and parcel of the lives of countries and their institutions. Be they the fruits of life's exigencies or the whims of humans, such occasions essentially remain engraved in history.

The call of destiny or the fulfillment of destiny? Once again Mr. Louis Paul Motaze, Minister of the Economy, Planning and Regional Development will be thrust into the limelight along with one of the foremost steps in the quest for grassroots development in Cameroon. In a couple of weeks or in a few days, he will preside at the launching ceremony of yet another stage of the National Community-Driven Development Program (PNDP), its Third Phase. It is a Program he knows all too well. It is he who, as Minister of the Economy, Planning and Regional Development, launched its Second Phase in 2010.

Here you are again, Mr. Minister, to ensure tutelage of the state institution which recently celebrated its tenth anniversary. That decade enabled it to lay the foundation for development in 329 municipalities. 3460 small-scale development projects were carried out in a range of sectors: education, health, agriculture, sustainable development, rural electrification, rural water supply, livestock farming, sustainable land management, transport (bridges and culverts), the recruitment of municipal staff etc.

These achievements recorded by the PNDP match the cross-cutting approach of the Ministry whose reins you have been holding since October 2, 2015 following the cabinet reshuffle undertaken by the President of the Republic, His Excellency Paul Biya.

From the First Phase dubbed the initiation stage in 155 municipalities in the Adamawa, Centre, Far North, North, West and South regions, the PNDP is about to close its Second Phase christened the expansion, with effective presence in 329 rural municipalities in the 10 regions of our country.

Hence, your return to MINEPAT coincides with the beginning of another important watershed in the life of the PNDP; the phase dedicated to consolidating its achievements. The target is to cover all of the country's 360 municipalities, taking into account those which have already grown impatient in their wait to reap the fruits of PNDP's work. This initiative is a synergy for community-driven development

aimed at making our own modest contribution to the building of our beloved and beautiful country. This is because till date, people in the country's large cities are requesting that PNDP should come to their succour, and justifiably so.

One reason, at least, explains this massive clamour. In its previous phases, the PNDP made its mark on the field by providing each of the 329 municipalities with an important development planning document; the Communal Development Plan (CDP). In seven major sections, the CDP collates all what grassroots people aspire to which is then made available to local elected officials as part of participatory democracy. In line with the Growth and Employment Strategy Paper (GESP), a document you perfectly master and which serves as the core manual for Government Action, the CDP comes across as the compass for local development in Cameroon.

We have other major challenges to surmount. These include, among others, the need to boost the local economy, mainly through support for initiatives like Local Social Economy and Solidarity Groups, and the quest for improved budgetary and fiscal transparency in municipalities with the SIM_ba software package.

Consequently, it is such teamwork which PNDP staff is committed to continuing during the Third Phase which is in the offing.

In view of the upcoming commencement of this Phase, permit me to join my voice to those of all PNDP staff so that together we can to tell you: "Welcome Mr. Minister!" ◆

Editorial

Dernière minute

Réaménagement gouvernemental

Le come-back de Louis Paul Motaze

Depuis le 02 octobre 2015, il a retrouvé le Ministère qu'il avait quitté en 2011 pour les Services du Premier Ministre.

C'est un homme de mission qui est de retour à la maison-mère. Sur sa table, des dossiers brûlants pour donner une impulsion nouvelle à l'économie camerounaise. Il ne passe plus une minute sans réfléchir sur le Plan d'urgence adopté en 2014, pour améliorer les conditions de vie des populations. A côté de cette priorité gouvernementale, se trouve une autre qui doit être bien orchestrée avant le premier trimestre 2016, l'année de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) de football féminin que le pays abritera. Un prélude à une autre compétition majeure en 2019, la deuxième CAN masculine de l'histoire du Cameroun, après celle de 1972. Louis Paul Motaze est donc à nouveau au cœur de la bataille pour gagner des points de croissance économique. En nommant ce major de la section Economie à sa sortie de l'ENAM, l'école la plus prisée au Cameroun, le Président de la République sait qu'il place un homme en quête de performance. C'est bien avec lui que le pays a renoué avec la planification après l'atteinte de l'Initiative Pays Pauvres Très Endettés en 2006. Sujet particulièrement brillant autant en économie qu'en politique, il a su fédérer toutes les énergies pour la rédaction du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi. Une vision optimiste qu'il ne manque pas de vanter pour le développement du Cameroun.

« Si vous faites uniquement tous les projets prévus, vous changez le visage de ce pays,» annonce-t-il à la presse nationale après son départ de l'Immeuble Etoile pour le cabinet de son ministère situé en plein cœur de Yaoundé, la capitale politique du pays.

Il est donc de nouveau au centre du pilotage de l'ensemble des grands projets. L'un d'eux, qu'il avait continué de piloter depuis l'Immeuble Etoile, affiche déjà fière allure dans la région du Sud du pays. Il s'agit du port en eau profonde de Kribi qui n'attend plus que son inauguration.

C'est donc cet artisan du DSCE que le Président de la République a remis au cœur du dispositif d'implémentation de ses instructions en envoyant non loin de ce chantier de constructions nationales, Emmanuel Nganou Djoumessi, en tant que Ministre des Travaux Publics «***l'Ingénieur de l'Etat***». ◆

Coopération Cameroun-Japon

Les bons points du Don Hors Projet du Japon

A la faveur de la première session de l'unité de gestion du Don Hors Projet du Japon (DHPJ), ses membres se sont réunis le jeudi 06 août 2015 à Yaoundé, sous la présidence du Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire.

L'ordre du jour portait sur la présentation du rapport d'exécution des activités de l'année 2012 et des fiches de projets sélectionnés ainsi que de l'état des lieux.

De la présentation du rapport faite par Pélagie Nguimout Ekong, Secrétaire Permanente du DHPJ, il ressort que le Cameroun est éligible pour la 3ème fois consécutive à ce dispositif. En 2012, le gouvernement japonais à mis à la disposition du Cameroun, la somme de 800 millions de yens soit environ 4 milliards de FCFA, en vue du financement des projets à caractère économique et social. A la suite de l'échange des notes entre les deux parties en mars 2013, et de la non-objection du Japon en mai 2015, le Cameroun a élaboré une fiche d'une quarantaine de projets de développement. Ceux-ci sont regroupés en 03 programmes et disséminés sur l'ensemble du territoire national.

Il s'agit notamment du :

1. Programme d'appui au développement des infrastructures scolaires, professionnelles et sanitaires. Celui-ci dispose d'une quinzaine de projets : la construction du laboratoire d'analyses médicales et la réfection de l'ancien bâtiment du Centre de Santé Intégré Islamique «*Lamido Hayatou* », l'extension du centre de développement des femmes d'Endom, l'extension du centre de formation professionnelle des jeunes de Baré.

2. Programme d'amélioration des conditions de vie des populations, à travers la création des activités génératrices des revenus. Il regroupe une dizaine de projets : la construction d'une usine de décorticage de riz à Galim, la production et la commercialisation du poulet de chair dans le diocèse d'Obala, la création d'une palmeraie et d'une unité de transformation dans la région du Nord-Ouest.

3. Programme d'approvisionnement en eau et en énergie, avec à la clef une vingtaine de projets tels que : la réalisation de plusieurs forages équipés à Meyomessala (11), à Bamendjou (06), à Rhumsiki (03); le raccordement électrique du centre d'agréage et de conditionnement du poivre de Penja.

Pour améliorer l'efficacité des interventions, le Ministre a instruit l'unité de gestion du DHPJ, de mettre ces ouvrages à la disposition des bénéficiaires, car, l'enjeu est « *d'améliorer les conditions de vie des populations* », a-t-il déclaré.

S.E. Kunio Okamura, Ambassadeur du Japon au Cameroun s'est félicité de l'utilisation rationnelle des fonds. Toutefois, il a recommandé d'intégrer dans le portefeuille des projets, la promotion des PME. A ce sujet, le MINEPAT a indiqué que les dispositions sont prises dans ce sens pour la filière « cuir » où certains artisans ont été identifiés pour la fabrication des chaussures « *made in Cameroon* ». D'autres idées de projets sont en étude.

Au sortir des travaux, les deux parties ont procédé au lancement officiel des activités du DHPJ 2012 à Afan-Oyoa, une banlieue de Yaoundé. Une visite guidée a été effectuée sur le site du projet de réhabilitation de l'écloserie. L'acquisition des géniteurs a ainsi permis d'apprécier la dizaine d'étangs avec les espèces élevées (tilapia, carpe et silure) du Centre Intégré de formation et de développement des jeunes ruraux en activités agro-pastorales. Le MINEPAT et l'Ambassadeur du Japon au Cameroun ont promis de travailler plus que par le passé, pour que de telles initiatives se multiplient au Cameroun.

Le DHPJ est mis en place par le gouvernement japonais pour accompagner les pays en développement dans la lutte contre la pauvreté, à travers le financement des microprojets et l'accompagnement des initiatives privées. ◆

Source MINEPAT

Projets C2D

Financement du développement

Le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire Emmanuel Nganou Djoumessi a présidé le 13 août 2015, dans son cabinet, une réunion interministérielle dont l'unique point à l'ordre du jour était la budgétisation du Projet C2D du BIP 2016. Il s'est agi concrètement de résoudre deux problématiques : la consommation des ressources disponibles pour l'année 2015 et le degré de maturation des projets inscrits dans le C2D en 2016. L'objectif étant de lancer dès janvier 2016, les marchés et engager les travaux.

Tour à tour, le MINEPIA, le MINTP, le MINDUH, le MINPMEESA et le MINFOP ont exposé respectivement sur leur niveau de consommation des financements provenant du C2D en 2015, ainsi que le niveau de maturation des projets retenus pour l'année prochaine. Pour mieux faire, le constat qui se dégage est celui de la nécessaire amélioration que l'on pourrait attribuer aux administrations. L'invitation du MINDCAF, qui ne bénéficie pas encore de ces financements, se justifie par le problème de drainage de la ville de Douala. Un plaidoyer doit être mené pour son inscription dans le prochain C2D.

Le Ministre Emmanuel Nganou Djoumessi a tenu à rappeler aux différents orateurs, que le rythme de consommation du budget doit être optimisé tout en restant efficient. ◆

Elisabeth Huybens

The World Bank's New Face in Cameroon

A new pair of hands now steers the rudder of the World Bank Group's engagement in Cameroon. Elisabeth Huybens takes over the reins at a time when the institution's 2010-2014 Country Assistance Strategy, aligned with government's 2010-2013 Growth and Employment Strategy Paper (GESP), is inching to towards a close.

On July 1st of this year, Belgian-born Elisabeth Huybens replaced Gregor Binkert as Country Director for the Bretton Woods institution in Cameroon, Angola, Equatorial Guinea, Gabon and Sao Tome and Principe.

Having served with the World Bank since 2000 in a wide range of taxing roles she is not in any way venturing into untested waters. She started out as an agricultural engineer supporting NGO activities in the then Zaire before joining the Bank as Country Economist for Gabon and later Chad.

Following her initial stint with the Bank, she held a string of other similarly exigent posts of responsibility. Between 2002 and 2006, Elisabeth Huybens who with comfortable fluency switches five different tongues – Flemish, English, French, Spanish and Portuguese – represented the World Bank in Timor-Leste as Country Manager before taking up new assignments in Eastern Europe. Thereafter, she served with the Social Development and the Sustainable Development Network from 2009 to 2012. Before her appointment in July to the Yaounde office, she was Practice Manager at the World Bank's Urban, Rural and Social Development Global Practice in Washington DC where she had been working since 2012.

Without doubt, much is expected of an individual with Elisabeth Huybens' enthralling academic and professional clout. The holder of a PhD in economics, with a focus on international monetary theory, had also joggled the position of lecturer at the Instituto Tecnológico Autónomo de México and that of consultant with the World Bank before joining it on a full time basis.

With the World Bank, currently gearing up to carry out a Systematic Country Diagnostic (SCD) and implement a new Country Partnership Framework (CPF) in Cameroon the coming fiscal year, she is the pivot around which these lofty projects will turn. The implementation will pad the Bank's portfolio in Cameroon which currently stands at some 1.3 billion USD in commitments consisting of 23 projects.

Three other main concerns are berthed in Elisabeth's latest role. Given that Cameroon's main challenge over the next several years will be to significantly increase economic growth which averaged 4 per cent over the last decade and reached 5.7 per cent by the close of last year, as well as implement policies that will ensure that such development engages and not estranges the citizenry, she will be expected to sustain policy dialogue around reforms that foster an improved business and investment climate, infrastructure, human capital, public spending targeting society's poor with focus on sectors with high growth potential like energy, agriculture, transport and telecommunication.

Of her experiences thus far, Elisabeth Huybens says they have been transformative. They compelled her to think beyond economics as a lens for policy-making, after seeing first-hand how policy makers make decisions informed by very complex socio-political environments.

This wealth of knowledge and experience will certainly shore up the government of Cameroon and those of others under her watch through cutting-edge and timely interventions, including several reimbursable advisory services. Last but not the least, she and the Yaounde office will weigh in on regional and corporate drives. ◆

Agriculture

Les jeunes pousses du Programme AFOP

Sous financement du Contrat de Désenttedement et de Développement (C2D), le Programme AFOP attire les jeunes vers la terre.

« ***Nous sommes des jeunes exploitants agricoles convaincus de pouvoir améliorer nos conditions de vie à travers l'agriculture, l'élevage et la pêche (…) une grande opportunité nous est offerte pour devenir leaders paysans dans nos localités (…) retournons à la terre pour une meilleure insertion professionnelle ».***

C'est la substance du chant patriotique déclamé par les 1000 premiers jeunes formés et insérés par le Programme d'Appui à l'Amélioration et au Développement de la Formation Professionelle (AFOP) dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche. C'était au cours d'une cérémonie très courue qui a réuni le 22 juillet 2015, au lycée technique de Bertoua, les représentants de tous ces jeunes formés dans les 10 régions.

La cérémonie était présidée par le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural qu'assistait le Ministre Délégué, le Gouverneur de la Région de l'Est, le Directeur de l'Agence Française de Développement, la Sénatrice de l'Est, le maire de Bertoua 2e, pour ne citer que ceux-là. Dans son propos liminaire, le Ministre a indiqué que son département ministériel est engagé depuis 2008, dans la promotion du volet agro-pastoral par le programme AFOP à travers le concours financier de l'AFD. Aux jeunes, il dira qu'ils ont fait le meilleur choix, car «*l'agriculture est une activité qui, lorsqu'elle est conduite avec méthode et détermination, rapporte à son promoteur des revenus substantiels et fait de lui un professionnel qui n'a rien à envier à ceux des autres secteurs de l'économie* ». Expliquant le contexte de cette cérémonie, le coordonnateur technique du Programme AFOP dira qu'il s'est agi, entre autres, de répondre à la question de savoir comment le jeune fait pour s'installer et pourquoi ? Au delà de la présentation, on retiendra surtout les statistiques qui illustrent les résultats de cette initiative.

On apprendra ainsi, pour ne prendre que quelques régions, qu'au Centre : 103 ha de cacao ont été prévus par les jeunes et 64 sont déjà réalisées, 80 ha de mais prévus et 28 déjà réalisés, 45650 poulets de chairs prévues, 12200 produits et vendus, 298 porcs prévus, 246 déjà produits. Ce sont ainsi dans cette région 151 emplois directs, et 59 emplois indirects qui ont été créés. Dans la région de l'Adamaoua : 54 ha de maïs prévues pour 8 ha déjà réalisées, 32 ha de manioc prévus, 9 ha déjà réalisés. Dans la région de l'Est : 267 ha de cacao prévus, 91 ha sont déjà réalisés, 12 000 poulets prévus en production, ils en ont déjà 3700. Une dynamique porteuse en somme qui met le Cameroun sur la voie de l'émergence. ◆

Hervé Conan
Directeur de l'AFD-Cameroun
« Que le secteur bancaire finance le secteur agricole »

Ce qui est marquant, c'est que le programme AFOP vise à former les jeunes sur leur territoire et à les accompagner dans l'insertion. L'ensemble de l'accompagnement avec les commissions techniques et les commissions financières font que le jeune n'est pas perdu sur son territoire. Voir ce millier de jeunes formés aujourd'hui c'est toute une force, c'est un espoir pour la jeunesse camerounaise de se dire que l'agriculture n'est pas une impasse, on n'y va pas parce qu'on est contraint. Qu'on ne pouvait pas faire autre chose. On peut aller à l'agriculture avec bonheur, avec choix, avec envie, parce que c'est avec l'agriulture qu'on peut construire l'avenir de demain. Le challenge de l'AFD, c'est de mettre en relation, les agriculteurs, les PME agricoles avec le monde de la finance. On sait que les banques hésitent, ont du mal à apporter des financements au monde agricole parce qu'elles pensent que c'est trop instable, trop risqué. Tout ce qu'on veut leur prouver, c'est que les projets agricoles sont sûrs, surtout quand ils sont accompagnés par AFOP ou ACEFA. On A travers ce projet pilote, on va s'attacher à démontrer au secteur bancaire qu'il peut travailler avec le secteur agricole. ◆

PNDP III

La phase de consolidation s'enclenche

Le Procès Verbal des négociations a été signé par le Cameroun et la Banque Mondiale.

C'est l'aboutissement heureux de longs mois de tractations visant à établir une convergence de vues entre l'Etat du Cameroun et la Banque Mondiale pour le financement de la 3ème phase du Programme National de Développement Participatif. En rappel, le PNDP est un prêt programme évolutif mis en place par le gouvernement avec l'appui de ses partenaires en trois phases de quatre ans chacune. Après le déroulement de la 1ère phase de 2004 à 2009, le Programme à enclenché la deuxième phase de mai 2010 à novembre 2013, date de la clôture du prêt sur Fonds IDA de la Banque Mondiale. Devait donc suivre tout un processus devant mener à la troisième phase.

Selon les procédures de la Banque Mondiale, le passage d'une phase à une autre passe par plusieurs étapes, mais est tributaire des déclencheurs de phase et de la réalisation satisfaisante de la phase précédente, validée par le rapport d'achèvement. Toutes ces étapes ont été franchies et il ne planait aucun doute sur l'enclenchement de la troisième. Dès le mois de mars 2013, une mission d'identification de la Banque s'est déployée au Cameroun, suivie en octobre 2014 d'une mission de préparation à l'effet de repérer les axes et composantes qui pouvaient être financés dans cette nouvelle phase. Passée cette étape, il a fallu attendre quelques mois avant que ne s'enclenche, dès le début de l'année 2015, la première mission d'évaluation. Celle-ci sera suivie, conformément aux procédures de la Banque, d'une deuxième mission d'évaluation. Cette dernière est très institutionnelle et constitue une étape clé du projet. C'est en fait une mission de faisabilité du projet qui vise à examiner le travail effectué durant les phases d'identification et de préparation. S'en suivra la phase de négociation pilotée par l'équipe juridique de la Banque le 03 août 2015.

A ce niveau, les aspects financiers liés aux décaissements, aux remboursements de crédits sont passés en revue. Deux jours plus tard, le 05 août 2015, suivait l'étape de la signature du Procès verbal de négociation entre la partie camerounaise représentée par M. Takou, Directeur de la Coopération Nord-Sud au Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire et le Bureau de la Banque Mondiale au Cameroun représenté par le Chargé de projet, Monsieur Ahmadou Ncharé.

Le dossier sera finalement transmis au conseil d'administration de la Banque Mondiale en sa session du 29 septembre 2015, qui a abouti à l'approbation du document d'évaluation du projet. Rendu à ce stade, il reste la mise en vigueur qui doit marquer le début du projet. Toutefois, il faudra respecter certaines conditionnalités liées par exemple à la validation des manuels de mise en oeuvre. Il est important de mentionner qu'entre temps un décret d'habilitation devra être signé par le Président de la République pour la signature de l'Accord de crédit.

En attendant la mise en vigueur effective de la 3ème phase dite de consolidation des acquis, le Programme continu sur financement C2D à remplir les missions qui lui ont été assignées par le gouvernement camerounais. ◆

Préparation du PNDP III

Une mission de la Banque Mondiale sur le terrain

Du 5 au 9 octobre 2015, une mission d'évaluation du niveau de préparation de la troisième phase du PNDP a séjourné au Cameroun.

La mission conduite par Jan Weetjens, Practice manager du Département Social au siège de la Banque Mondiale à Washington a été ponctuée de séances de travail à la Représentation de la Banque à Yaoundé et de visites dans les communes de Mfou et Obala. Jan Weetjens était accompagné de Nicolas Perrin, nouveau Chargé de projet du PNDP et d'Albert Bove, spécialiste en gouvernance locale et co-chargé du projet PNDP.

Lors des séances de briefing et de débriefing organisées à Yaoundé, il a davantage été question des innovations à prendre en considération dans la phase dite de consolidation des acquis du PNDP avec des pistes de réflexion à approfondir, notamment sur les Plans Communaux de Développement, l'appropriation des processus participatifs par les populations à la base ou encore le financement des projets d'investissements communaux. A Obala comme à Mfou, les échanges avec les populations, notamment le Comité de Gestion d'un point d'eau à Nkol Foulou par Obala et les Comités de Concertation des villages Mfou-village et Nkilzock par Mfou ont permis aux hôtes du PNDP de saisir la réalité du terrain et de se projeter sur les enjeux du PNDP III.

Prochaines étapes : la signature de la convention de financement et le déblocage des fonds de mise en place de l'ultime phase du Programme. ◆

Jan WEETJENS

Practice Manager, Département Social, à la Banque Mondiale

« Traduire les investissements en résultats de développement »

Je garde de cette mission que le Cameroun s'est lancé dans une démarche très prometteuse, pour faire en sorte que tous les investissements de l'Etat se traduisent en résultats de développement sur le terrain. Et je pense que le PNDP a un rôle à jouer pour accompagner les efforts de décentralisation. Quant à la Banque mondiale, elle est heureuse de pouvoir appuyer les efforts du Cameroun dans cette direction.

Le PNDP 3 devrait donner l'occasion de catalyser davantage l'action des populations à la base de manière à ce que l'aide extérieure vienne seulement en appui à une forte capacité d'action endogène des communautés. Par ailleurs, les communes devraient être outillées pour attirer plus de financements, peu importe les sources. Enfin, il faut améliorer le droit de regard des populations sur le fonctionnement des communes et accroître ainsi la redevabilité des élus locaux.

Nicolas PERRIN

Nouveau Chargé de Projet PNDP à la Banque Mondiale

« Une nouvelle phase très intéressante »

Je pense qu'il y a deux choses remarquables : la qualité de la mobilisation qui a été faite et la qualité de l'équipe du PNDP qui ne fait pas que son travail, qui met beaucoup d'accent sur la réflexion et qui est très engagée. L'autre volet qui m'a réconforté est que l'action du PNDP sert de réflexion stratégique à l'amélioration de la décentralisation au Cameroun. Il y a un environnement qui nous permet d'avoir cette réflexion. Elle s'inscrit dans la durée, car les changements induits prennent du temps. Mais je suis convaincu que toute le monde veut progresser dans une vision commune. Le PNDP va apporter beaucoup, en termes de savoir-faire, d'acquis, pour nous aider à définir quel type de décentralisation peut être possible au Cameroun avec des résultats de développement pour les populations à la base.

Le diagnostic est jusqu'ici très bien fait. Mais il me semble qu'il est possible de renforcer la mobilisation en matière de suivi : s'assurer qu'il y a davantage de redevabilité en matière de services de la part des exécutifs municipaux et une meilleure compréhension des communautés par rapport aux contraintes que la commune est obligée de gérer. Cela peut avoir pour conséquences des apports physiques tangibles au niveau de la communauté, mais aussi on pourra avoir de nouveaux partenaires au niveau local, avec les bénéficiaires transformés en moteurs de développement capables de faire des choses par eux-mêmes et qui vont être des interlocuteurs de premier plan de la commune.

Par ailleurs, on pourrait améliorer la qualité des Plans Communaux de Développement. De même, il y a un chantier d'interface entre la commune et le niveau central. Il est question de voir comment toute cette transparence aboutit à une plus grande mobilisation des fonds pour financer le développement à la base. C'est donc dire qu'avec le PNDP III, c'est une nouvelle phase et une nouvelle ère qui va être très intéressante.

Volet HIMO - Extême-Nord

L'AFD et le PNDP s'accordent

Des options stratégiques ont été revisitées au cours d'une mission d'observation de l'AFD à Maroua, dans la région de l'Extrême-Nord du 23 au 25 septembre 2015.

« ***On n'a pas droit à l'échec, on doit réussir. C'est un challenge. Le PNDP doit continuer à confirmer les réalisations obtenues depuis 10 ans*** ». Ces propos sont revenus plus d'une fois au cours de l'une des trois séances de travail présidées dans la même journée par le Directeur de l'AFD au Cameroun, Herve Conan. Celles-ci s'inscrivaient dans le cadre d'une mission d'observation de la mise en œuvre du volet à Haute Intensité de Main d'œuvre (HIMO), pour lequel le PNDP a été choisi par l'AFD, pour son implémentation à l'Extrême-Nord. Au cours de cette descente, M. Conan était accompagné de Madame Nga, Coordonnateur National du PNDP et de M. Olivier Ray, de la Cellule des crises et des risques à l'AFD Paris. La mission tenait à venir sur place pour mieux percevoir les enjeux.

Il a été question de voir de manière pratique l'opérationnalité et le processus proposés lors des ateliers de formation des acteurs et des consultants courant juillet 2015. La mission a échangé tour à tour avec les maires et les représentants de CARE International et de la Croix Rouge, pressentis pour être les ONG d'accompagnement des acteurs dans ce processus. A chaque fois, M. Ray a posé de nombreuses questions visant à comprendre la situation des jeunes, la perception des problèmes par les populations, la répartition des rôles pour un projet multi acteurs.

Il convient de rappeler qu'il s'agit d'une contribution du PNDP à la mise en œuvre du Programme d'Aménagement du Territoire (PRODAT) élaboré par le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT). L'approche HIMO s'accompagne d'un volet d'insertion sociale des jeunes qui constitueront la main d'œuvre dans les chantiers concernés. Ce mécanisme vise à détourner les jeunes de l'oisiveté et du risque d'exposition au recrutement dans les rangs de la nébuleuse Boko Haram.

La mise en oeuvre de l'approche HIMO se fera en deux phases consécutives. Une

phase pilote qui va consister à la mise en œuvre des projets d'infrastructures (Mares artificielles, routes, magasins) dans une dizaine de communes de la région de l'Extrême-Nord. Une autre phase d'extension aux régions du Nord et de l'Adamaoua. Il est prévu que la phase pilote qui démarre sur le terrain de manière effective au cours du mois d'octobre 2015. Elle est dotée d'un montant d'au moins 800 millions de FCFA et permettra la création de plus de 1000 emplois décents. ◆

Olivier Ray, *Cellule prévention des crises et relèvement post conflit à l'AFD.* ***« Je suis très frappé »***

Je suis basé à Paris, mais je viens en appui à toutes les agences de l'AFD qui sont confrontées à des situations de crise, notamment des désastres naturels, des crises sanitaires et politiques, un peu comme au Cameroun avec le phénomène Boko Haram. Je suis très frappé de voir combien il y a convergences de vues sur les besoins. Quand on écoute les maires, les consultants, les chefs d'entreprises, tout le monde décrit la même réalité avec des jeunes qui ont peu d'activités, à cause notamment de la crise sécuritaire et un vrai besoin d'occuper les jeunes avec des activités productives qui les mettent sur la voie du marché du travail, que ce soit par de la petite activité génératrice de revenus ou l'insertion dans les entreprises. C'est bien l'un des objectifs de cette démarche HIMO que nous sommes en train de mettre en place avec le PNDP.

Tchikoua, *Maire de Bourha.* ***« Nous sommes dans une innovation »***

Nous sommes dans une innovation à travers le PNDP, notamment l'utilisation de la méthode HIMO qui va permettre d'offrir des emplois à nos jeunes et leur donner une source de revenus. Nous ne pouvons que dire merci au PNDP qui vient appuyer les communes pour y résoudre les problèmes de sous emplois.

Boukar Tikéré, *Maire de Tokombéré.* ***« Ce Projet comble un de nos soucis »***

Je voudrais saluer nos partenaires, l'AFD et le PNDP pour l'ensemble des choses qui sont en train de se faire. Je lance un appel pour que le projet ne se limite pas à quelques communes mais à l'ensemble des 47 communes de la région. Ce projet devrait pouvoir venir combler un de nos soucis qui est l'encadrement de la jeunesse.

Issoufa Terde, *Maire de Hina.* ***« La commune attend beaucoup de ce Projet »***

Dès que les jeunes ont appris la mise en œuvre de ce projet à Hina, ils étaient très contents et ont déposé beaucoup de demandes à nos services. Nous connaissons tous nos jeunes. La commune de Hina attend beaucoup de ce projet, notamment la construction des ponts et des radiers.

Robert Mendeu, *Maire de Bogo.* ***« Réduire la pauvreté ambiante »***

C'est un sentiment de joie pour un projet d'une telle envergure. Un sentiment partagé par la population que j'ai informée. Tout le monde attend cela. La jeunesse de Bogo est au chômage et un tel projet va contribuer à réduire la pauvreté ambiante et retenir la plupart de nos jeunes qui pensent que le paradis est ailleurs.

Investissements

L'Adamaoua affûte ses projets

Décidées à inverser les tendances en matière de consommation du BIP, les communes de l'Adamaoua ont pris les devants en maturant leurs projets.

« Communes et Villes Unies de l'Adamaoua partenaires de l'Etat pour l'émergence effective du Cameroun à l'horizon 2035». Tel est le thème de la 1ère édition de la conférence régionale de présentation, de validation des projets d'investissements publics matures au titre de l'exercice 2016 et de formation des exécutifs communaux de l'Adamaoua. Elle a été organisée par le bureau régional des Communes et Villes Unies du Cameroun (CVUC) Adamaoua, avec l'appui technique et financier du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire, du PNDP, du FEICOM etc. Au cours de ces assises, près de 300 projets matures ont été validés dans les 21 communes que compte la région, en plus de la Communauté urbaine de Ngaoundéré. Les projets éligibles nécessiteront un financement de 20 milliards de FCFA. Cette initiative a démarré véritablement le 12 juin 2015 date de la signature de l'arrêté régional portant création d'un groupe de travail pluridisciplinaire chargé de la maturation des Projets d'investissements Publics dans la région de l'Adamaoua.

Pour le président régional des CVUC, M. Abbo Aboubakar, maire de la commune de Belel et porteur du projet, il s'agit, entre autres, de tordre le cou aux griefs selon lesquels, les communes de l'Adamaoua n'ont pas de projets. Il pense d'ailleurs qu'à travers cette initiative, les communes de l'Adamaoua amorcent une « dynamique irréversible ».

Outre la validation des projets, les exécutifs communaux ont également renforcé leurs capacités au cours des travaux. Des enseignements ont été dispensés aux 21 maires de la région par des consultants et des experts de renom. Les thématiques avaient trait à l'apport du tourisme dans le développement local, à l'attractivité et à la compétitivité des communes, à la gouvernance locale dans le contexte de la décentralisation, au contrôle de gestion et à l'audit et la sécurisation des investissements publics dans l'Adamaoua.

Le représentant du PNDP a encouragé les porteurs de projets en rappelant que « la région, à travers une telle initiative se met en pôle position », car avec des projets matures qui ne demandent qu'à être positionnés sur une ligne de financement ou guichet de l'année 2016. Pour le délégué régional du MINEPAT dans l'Adamaoua, Mbelessa Auberlin d'Abdou, par ailleurs coordonnateur technique des travaux, « *Passés l'euphorie et le faste de la conférence, il va falloir gérer l'après travaux par une implémentation en temps réel, des principales recommandations formulées* ». A cet effet, le comité ad hoc de pilotage suggéré, devrait jouer un rôle essentiel, pour que tous les documents de plaidoyer nécessaires à la mobilisation effective des financements promis soient disponibles et adressés, dans les délais convenables, à qui de droit. Le rendez-vous de 2016 a été pris pour la deuxième édition, mais déjà un bel exemple à copier a été donné pour les autres régions. ◆

Gestion des réfugiés

Le PNDP et le HCR harmonisent leurs actions

Khassim Diagne, nouveau Représentant du HCR au Cameroun, a effectué, le 17 septembre 2015, une visite de travail à la Cellule Nationale de Coordination du PNDP. Cette rencontre s'inscrivait dans le prolongement des reflexions engagées entre le HCR et les cellules régionales du PNDP de l'Adamaoua, de l'Est et du Nord. A cette occasion, le Coordonnateur National a présenté les grandes lignes de l'action de ce Programme gouvernemental au diplomate onusien. Notamment les activités que mènent le PNDP dans les communes qui accueillent les réfugiés.

Le Représentant résident du HCR, après avoir exprimé sa satisfaction quant au travail accompli sur le terrain par le Programme, a proposé des axes de reflexion pour la collaboration entre les deux structures. Ceux-ci porteront, entre autres, sur l'élaboration d'un plan de soutien aux communes abritant les réfugiés, la réalisation des infrastructures, l'autonomisation des réfugiés, la mobilisation des finances en leur direction. M. Diagne, a désigné son chef sous délégation HCR de Bertoua comme point focal, dans le cadre de la collaboration avec le Programme. En attendant la mise sur pied d'un groupe de travail pour la reflexion sur les axes de collaboration, un projet de convention de collaboration est en cours de préparation, ainsi que le recrutement d'un consultant pour l'élaboration du plan de soutien. ◆

SAGO 2015

L'administration camerounaise en vitrine

Le rideau est tombé le 21 août sur la 4e édition du Salon de l'Action Gouvernementale, édition 2015, qui s'est déroulée au Palais des Sports de Yaoundé, pendant 04 jours sur le thème « ***Mise en œuvre du plan d'urgence et efficacité du travail gouvernemental*** ». Un choix assurément pertinent à l'heure des grands chantiers engagés par le gouvernement camerounais. Comme en 2014, les différents ministères et institutions ont donné à voir aux visiteurs les nombreuses actions menées au quotidien pour leur bien-être. Le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire a une fois de plus marqué sa présence à cet événement en présentant, entre autres, l'action des programmes et projets dont il a la charge. Le PNDP occupait donc une place de choix dans le stand pris à cet effet par le MINEPAT. A travers l'abondante documentation fournie, par le Programme, le demi millier de visiteur à pu étancher sa soif de connaissances, mais aussi rétrécir son horizon de méconnaissance de l'activité du MINEPAT. Pari tenu pour le commissaire général du salon pour qui le SAGO vise à sortir de l'ombre le travail d'un gouvernement qui est à pied d'œuvre tous les jours. ◆

Populations autochtones vulnérables

L'ONU fixe les grandes lignes de l'après 2015

« ***Programme pour l'après 2015 : garantir santé et bien-être aux peuples autochtones*** ». C'est sur ce thème qu'a été célébrée la 20ème édition de la journée internationale des peuples autochtones le 9 août 2015. A l'occasion du 70ème anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies, de nouvelles recommandations ont été formulées afin d'améliorer les conditions des populations autochtones. Ces indications de l'ONU interviennent dans un contexte de redéfinition d'un agenda mondial après les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) adoptés en 2000.

Dans le message du Secrétaire Général de l'ONU à cette occasion, il est demandé à la communauté internationale d'accorder une attention particulière à la santé et au bien-être des peuples autochtones du monde entier. Ce message souligne l'importance de reconnaitre un droit de conserver les pratiques médicales et d'avoir accès à tous les services sociaux et de santé afin de jouir du meilleur état possible de santé physique et mentale. Comme l'affirme la déclaration adoptée en 2007, « nous devons tout mettre en œuvre pour les aider à réaliser leur droit et à concrétiser leurs aspirations. Les peuples autochtones connaissent de nombreux problèmes pour la plupart évitables dans le domaine de la santé et du bien-être, logement et installations sanitaires insalubres, absence de soin prénatal, violence généralisée à l'égard des femmes, prévalence élevée du diabète, consommation de drogue et d'alcool, taux élevé de suicide chez les jeunes et de mortalité infantile. Ils doivent être régler de toute urgence dans le cadre du programme de développement pour l'après 2015 d'une manière structurelle et répondre aux conceptions et aux aspirations du bien-être de ces peuples », rappelle Ban Ki Moon. Pour montrer l'implication du gouvernement camerounais à l'amélioration des conditions de vie des populations autochtones, le Ministre des Affaires Sociales a dressé un bilan retraçant les stratégies d'inclusion sociale.

« Si nous prenons le cas de la formation scolaire et universitaire nous avons eu des résultats probants. Il y a des personnes issues des populations autochtones à l'Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature. Il y en a qui sont sortis médecins et à Atok dernièrement nous avons eu l'information qu'il y a un jeune pygmée qui a eu son BAC » a relevé le Ministre des Affaires Sociales. Dans ce domaine, le Programme National de Développement Participatif met en œuvre le Plan de Développement des Peuples Pygmées dans 31 communes du Cameroun. ◆

Décentralisation

Les maires désormais salariés

Le décret N°2015/405 du 16 septembre 2015 restera un repère pour les élus locaux et les délégués du gouvernement au Cameroun. Ce texte du Chef de l'Etat répond à une promesse faite aux élus locaux au cours de leur Assemblée générale ordinaire et extraordinaire le 14 janvier 2015 à Yaoundé. Huit mois après, le 16 septembre 2015, le Président de la République a donc signé un décret qu'avait annoncé M. René Emmanuel Sadi, le Ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation. Les maires tablaient sur une harmonisation de leur salaire à 400.000 de FCFA. En spéculant sur la base des 3 milliards de FCFA annuellement inscrits dans la dotation générale de la décentralisation depuis 2010.

Le texte du 16 septembre 2015 a porté les aspirations des élus locaux à un niveau de rémunération plus élevé. Le revenu brut des magistrats municipaux est composé : d'un salaire mensuel, d'une indemnité de fonction, une indemnité de représentation et d'autres avantages. Suivant les estimations, un maire de la classe 1 avec un compte administratif de 5 milliards FCFA minimum ne gagnera pas moins de 1.375.000 FCFA : salaire, indemnités, frais de téléphone, eau, électricité et d'entretien de logement compris. Celui de la classe 2 avec un compte administratif oscillant entre 1 et 5 milliards de FCFA aura droit à 1.075.000 de FCFA tandis qu'un élu local de la classe 3 aura 850 000 de FCFA avec un compte administratif de 250 millions de FCFA à un milliard de FCFA.

C'est le niveau de la grande franche des CTD au moment de la publication du décret présidentiel. Le plus bas salaire est de 740 000 FCFA avec un compte administratif de moins de 250 millions FCFA. Leurs adjoints peuvent avoir des revenus mensuels de l'ordre de 533.000 FCFA pour la classe 1. Les adjoints au maire de la classe 2 recevront 425.000 de FCFA, ceux de la classe 3 percevront 350.000 de FCFA et le plus bas revenu sera 315.000 de FCFA pour la classe 4.

Avant le décret du 16 septembre 2015, les maires étaient soumis aux dispositions du décret N°81/148 du 13 avril 1981 fixant les indemnités et avantages accordés aux magistrats municipaux. ◆

REDD+

Le point sur les avancées au niveau communal

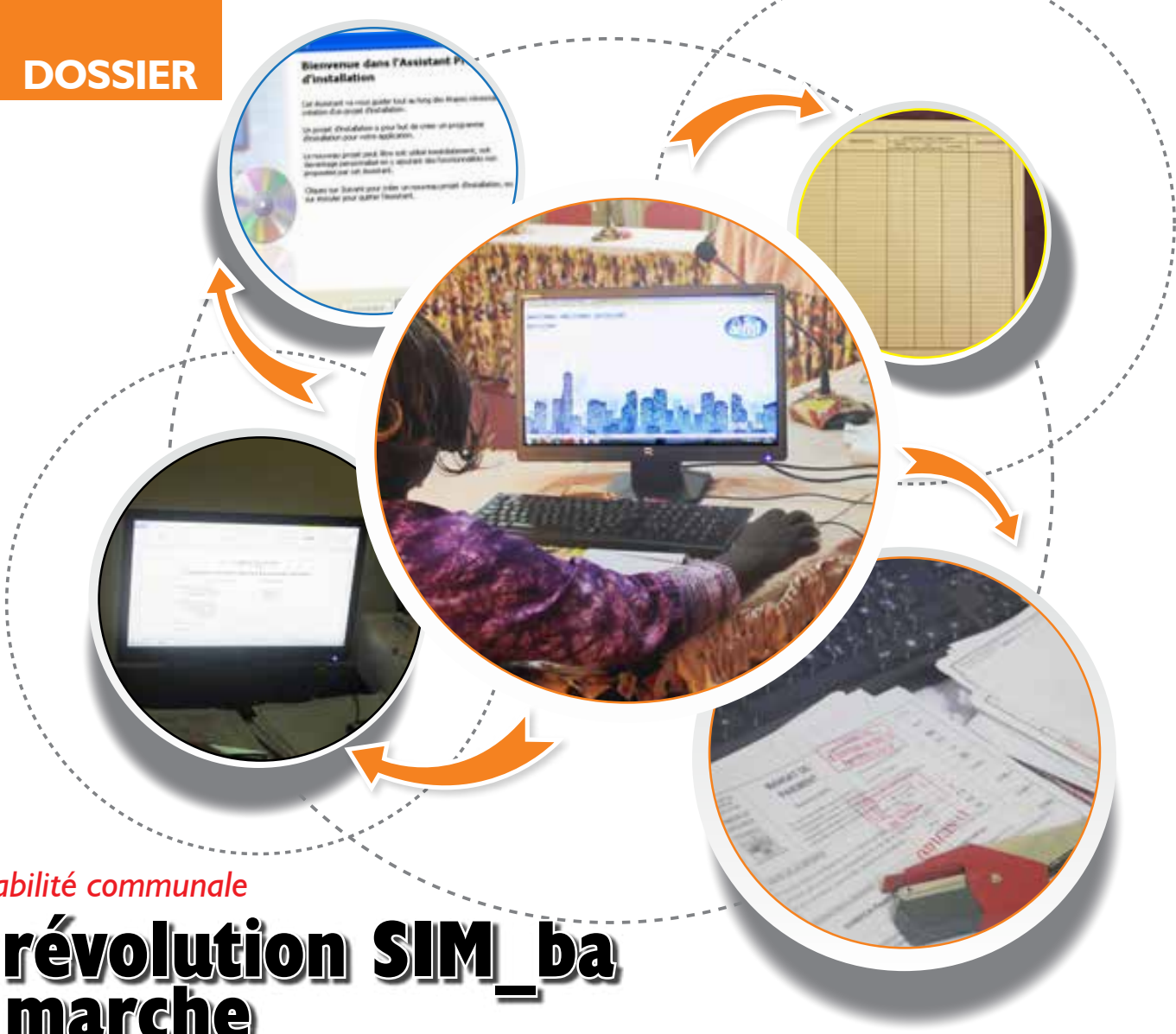
Depuis le mois d'avril 2015, le Programme National de Développement Participatif (PNDP) s'est engagé à l'implémentation de la composante Réduction des émissions de gaz à effet de serre dûes à la Déforestation et à la Dégradation des forêts (REDD+), dans une dizaine de communes du Cameroun.

Les grandes étapes de la mise en œuvre du projet REDD+, au sein de 10 communes pilotes sont déjà réalisées. Les Notes d'Idées de Projets (NIP) de l'ensemble des cibles ont déjà été adoptées par les élus locaux et les autorités administratives des communes de Yoko, Lagdo, Pitoa, Kumbo, Nyambaka, Meiganga, les groupements de communes Bangangté–Bangou–Bana, Ekondo Titi–Bamusso et Belabo-Doumé-Diang. Ce sont les cinq zones agro écologiques du pays qui sont concernées par cette initiative financée par la Coopération Française à travers le Contrat de Désendettement et de Développement (C2D).

Les Organismes d'Appui Local sélectionnés ont déjà parachevé l'élaboration des Notes d'Idées de Projets et des TdR d'études de faisabilité. Pour atteindre ces résultats, des ateliers de sensibilisation et de formation de 328 maires à la problématique REDD+ ont été organisés sur le terrain par le PNDP en vue de faciliter la compréhension de cette composante auprès des élus locaux et des sectoriels des différentes administrations publiques impliquées.

Il s'agissait à toutes les étapes de relever que l'objectif de la composante REDD+ est d'enrayer efficacement et sur une zone donnée et délimitée, les dynamiques de déforestation ou de dégradation forestière, afin de booster le développement local par des activités pertinentes de production et de conservation, et éventuellement valoriser les résultats obtenus sur les marchés du carbone. Au cours de prochaines semaines, il est prévu des séances de travail entre l'équipe projet du PNDP et les experts du Programme d'Appui au Secrétariat Technique REDD+. Le but est de préparer la session extraordinaire du Comité de Pilotage REDD+ pour l'examen et la validation des Notes d'Idées de Projets de la composante REDD+ du PNDP. Cette étape est un préalable pour la présélection des consultants devant assurer la réalisation des études de faisabilité et la rédaction des Documents Descriptifs de Projets (DDP) pour les 6 meilleures NIP.

Ces DDP devront aboutir à la mise en oeuvre effectives des projets pilotes, sachant que cinq seront financés par le PNDP et le sixième par le PSFE-C2D.◆



Comptabilité communale

La révolution SIM_ba en marche

Un reportage dans 12 des meilleures communes utilisatrices de SIM_ba a permis à la rédaction de mettre en lumière les avantages induits dans le quotidien des mairies par l'implémentation de ce progiciel de gestion budgétaire et comptable financée par le PNDP.

Elles s'appellent Roua, Mokolo, Gueme, Lagdo, Guider, Figuil, Tibati, Belel, Ngaoundal, Garoua-Boulaï, Ngoyla, Lokoundje. Ces communes ont la particularité d'avoir été identifiées parmi les meilleures utilisatrices du progiciel de gestion budgétaire et comptable SIM_ba. A leurs côtés, on pourrait aussi mettre les communes de Buea, Idenau, Nguti, Batibo Zhoa, Ndop, Mbankomo, Minta, Mengang, Massok, Ngambè, Pouma, Batié, Bafoussam 1er, Bamendjou et Fokoue. L'exercice qui a permis de mettre en lumière ces communes reposait sur trois critères principaux : (1) l'intérêt de la commune à utiliser SIM_ba, (2) la production à date des états de synthèse attendus au niveau des onze Trésoreries Générales du pays, (3) la remontée des informations relatives à l'utilisation du progiciel (bugs, difficultés, suggestions d'amélioration du logiciel et de son utilisation…).

Ces communes ont été parcourues par nos reporters qui ont sillonné le pays pour recueillir les avis des utilisateurs, mais aussi leurs suggestions d'amélioration du progiciel qui bien souvent se résument en un problème de renforcement des capacités des utilisateurs. Car les plus motivés à travailler au quotidien sur SIM_ba avouent avoir besoin d'en savoir davantage. Certains se paient même le luxe d'être de si bons élèves des experts SIM_ba qu'ils sont mis en mission par les Cellules Régionales de Coordination pour former les communes retardataires. C'est le cas avec les communes de Lagdo et Figuil. Quant à Lokoundjé et Mokolo, elles voient souvent défiler dans leurs couloirs les Cadres financiers des Communes voisines qui n'avaient pas forcément pris la bonne mesure des sessions de formation organisées à leur intention par le PNDP, et découvrent, l'œil alerte soudain, que certains de leurs collègues capitalisent chaque instant passé devant un ordinateur.

Toutes choses qui rappellent que la révolution SIM_ba est en marche. Une dynamique qui n'a pas manqué de taper dans l'œil de l'Open Government Partnership, et notamment le Fiscal Openness Working Group que coordonne le Global Initiative for Fiscal Transparency (GIFT), notamment son Groupe de Travail sur la Transparence fiscale. En effet, cette instance internationale a identifié le « Projet de modernisation de la chaîne budgétaire et comptable du Cameroun, pour la transparence budgétaire et fiscale à travers le progiciel SIM_ba » comme l'un des cinq projets innovants en matière de transparence budgétaire et fiscale dans le monde. Une présentation dudit projet devrait être faite à Mexico les 28 et 29 octobre 2015, par Charlie Martial Ngounou, expert de l'AIMF en finances publiques et chef de projet SIM_ba.

Nous y reviendrons dans nos prochaines éditions. ◆

Gestion financière et comptable

Les bienfaits de l'automatisation*

Le Coordonnateur National du PNDP revient sur la distinction début Octobre du PNDP, de l'AIMF et d'AfroLeadership par l'Open Governance Partnership, notamment à travers le Fiscal Openness Working Group que coordonne le Global Initiative for Fiscal Transparency (GIFT).

En 2012, lorsque nous nous lancions, en partenariat avec l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) et l'ONG AfroLeadership, dans le projet de modernisation de la chaîne budgétaire et comptable des communes, pour la transparence budgétaire et fiscale à travers le progiciel SIM_ba, nous savions, certes, que nous étions en train de faire un pas de géant dans la marche de nos municipalités vers la modernité. Mais nous étions encore loin de savoir que nous écrivions là une page de l'histoire de notre pays, tout simplement. Et pour cause…

Le 11 octobre 2015, nous avons appris que ce projet avait été retenu par l'OGP GIFT Fiscal Openness Working Group à côté de quatre autres projets du Brésil, des Philippines, du Mexique et d'un consortium d'ONG internationales comme l'une des pratiques les plus innovantes du monde en matière de transparence budgétaire et fiscale. Une consécration, alors même que le Cameroun n'est pas – encore! – membre de l'Open Governance Partnership (OGP).

Le mérite de ce projet est multiple : aider les communes à tenir une comptabilité à jour ; accroître les capacités des communes à avoir une information comptable et financière traçable et disponible, respecter les délais de production des états de synthèse, concourir à accroître la redevabilité des exécutifs municipaux.

Il faut le dire, ce projet s'inscrit dans l'une des missions phares du PNDP, qui est de renforcer les capacités institutionnelles et humaines des communes pour une meilleure offre de services aux populations et pour plus de redevabilité. Car, nous en sommes convaincus, SIM_ba va renforcer la redevabilité, si essentielle à la bonne marche des instances publiques, mais aussi et surtout pour établir et entretenir des liens de confiance entre administrés et administrateurs, pour plus de contrôle de l'action publique locale. Pour tout dire, les populations qui sont convaincues de la justesse de l'action publique, de la pertinence des politiques publiques et de la qualité de la dépense publique, développent une plus grande disponibilité à s'acquitter de leur écot d'impôt.

On en est bien là : le développement a un coût et celui-ci est toujours et partout supporté par les populations à la base, qui demandent une qualité de services de base indiscutable. Le faire passe par une connexion aux mécanismes de gestion améliorés par les nouvelles technologies. L'automatisation de la gestion comptable et financière prend dans ces conditions une importance capitale. C'est ce à quoi le PNDP travaille, ayant l'avantage d'avoir trouvé sur son chemin un progiciel de gestion édité par l'AIMF (l'Association Internationale des Maires Francophones) – qui avait anticipé ces changements significatifs dans la vie des municipalités – et qui est adapté aux besoins de celles-ci. Or les mises à jour du progiciel, à la faveur des modifications annuelles de la loi des finances, sont garanties par l'équipe des développeurs de l'AIMF. Le PNDP a financé l'acquisition d'un ordinateur complet mis à la disposition des communes et dans lequel est installé le progiciel, avec l'idée émise de voir les communes compléter cette acquisition avec d'autres ordinateurs afin que l'utilisation optimale de SIM_ba dans un réseau reliant les services de l'ordonnateur à ceux du comptable soit possible. Puis le PNDP a financé l'implémentation du progiciel et des sessions de formation des utilisateurs de toutes les communes. Depuis la fin de l'année 2014, le PNDP organise tous les trimestres des sessions de mise à jour du progiciel sous forme de regroupements régionaux des utilisateurs. Une action qui complète le suivi téléphonique et éventuellement sur site effectué par nos collaborateurs et nos partenaires.

Nous sommes heureux de participer à l'histoire. Les maires, receveurs municipaux, secrétaires généraux de mairie, et même les trésoriers payeurs généraux sont de cet avis. Et c'est notre pays qui en sort grandi. ◆

** Par Marie Madeleine Nga*

Extrême-Nord

Mokolo, les montagnes tournées vers l'avenir avec SIM_ba

Malgré le contexte sécuritaire de la région qui impacte sur les activités de cette commune du Chef-lieu du département du Mayo Tsanaga, limité à l'Ouest par la commune de Bourha et la République fédérale du Nigéria, les ambitions de décollage restent intactes et sont accompagnées par la forte dynamique d'implémentation du logiciel SIM_ba que la commune voisine de Roua cite en exemple.

L'équipe de reportage, ce jour là, trouve le receveur municipal et le cadre communal financier recruté avec l'appui du PNDP, occupés à la préparation des états de synthèse mensuels attendus à la Trésorerie Générale de Maroua. Une note du TPG, Honoré Fankam, à tous les receveurs municipaux de la région de l'Extrême-Nord, leur demande de respecter désormais la date butoir du 06 de chaque mois.

C'est avec une certaine fierté que le receveur Moustapha Arouna, et M. Chelye Ngueleo exhibent toute la liasse de documents qu'ils ont réussi à produire en moins de 48 heures. Il s'agit de la balance générale des comptes, le procès-verbal de contrôle mensuel de caisse, l'état de concordance bancaire, les certificats mensuels de recettes et de dépenses, la situation des valeurs inactives, la situation mensuelle des crédits transférés, les états de reste à payer et reste à recouvrer, les états d'exécution des recettes et des dépenses, pour ne citer que ceux là. M. Arouna avoue être comblé par le progiciel qui nécessite une utilisation quotidienne, sous peine de créer une rupture difficile à rattraper. Il se satisfait de ce que « les voies de contournement manuelles » comme il les appelle sont aujourd'hui résorbées par SIM_ba, qui produit par exemple les bons de commande avec les mentions de date et heure. Pour lui, c'est un outil qui protège les receveurs municipaux. Il est d'ailleurs surpris qu'il y en ait qui traînent le pas face aux potentialités qu'il offre.

A la commune de Mokolo, les utilisateurs de SIM_ba estiment que c'est un outil de traçabilité et de lisibilité. La gestion des collectivités territoriales décentralisées change de fond en comble avec le progiciel, confirme M. Daniel Zokom, le maire. Ceux qui doutent de SIM_ba ne le feront plus s'ils connaissent cet outil, insiste-t-on dans cette commune qui vit en grande partie des Centimes Additionnels Communaux et de l'impôt libératoire sur les revenus commerciaux. Des 47 marchés sur lesquels la commune prélevait des droits de place, l'insécurité occasionnée par les exactions de la nébuleuse Boko Haram l'empêche de le faire sur plus de 10 marchés. Ce qui constitue une perte sèche d'au moins 35 000 000 FCFA, souligne M. Arouna. De même, les cultivateurs et les éleveurs ont dû fuir les zones frontalières pour se réfugier dans les montagnes, ce qui à fait chuter les recettes, notamment en matière de taxes sur le bétail et sur la transhumance.

Toutes ces données sont facilement disponibles grâce au progiciel qui a la particularité d'être installé en réseau dans la mairie de Mokolo, car le maire a vite pris la mesure de SIM_ba et de son importance dans le travail quotidien de ses collaborateurs, en mettant à leur disposition plusieurs ordinateurs. ◆

Extrême-Nord

Roua, Commune aux visées lointaines grâce à SIM_ba

Pour mesurer les efforts de la commune de Roua, qui a tout de suite saisi la fenêtre ouverte avec SIM_ba pour l'amélioration de sa gestion comptable, il faut braver, en 2h au moins, le sol caillouteux et rocailleux des 38 km qui séparent cette commune de celle de Mokolo.

Située dans l'Arrondissement de Soulédé Roua, département du Mayo-Tsanaga, région de l'Extrême-Nord, la commune a pu se défaire de nombreux maux depuis l'installation du progiciel. Ceux-ci tournaient autour de la sécurisation des ressources de la commune, composées pour l'essentiel de l'impôt sur les revenus agricoles – issu des cultures de maïs, de mil et de soja –, la taxe sur le bétail et la taxe sur les produits de carrière. Le contexte d'insécurité qui plane sur la région ne leur permet pas de bénéficier de la taxe sur la transhumance.

Bitrus Kodji, le receveur municipal, plaque tournante du dispositif, ne tarit pas d'éloges sur cet outil, et pour cause. Cela fait deux ans que le secrétaire général est malade et quelques mois que l'agent communal financier, en cours de remplacement, a démissionné. C'est la maniabilité et les facilités multiples offertes par SIM_ba qui lui permettent de tenir la comptabilité communale à jour. La production des certificats de recettes, de dépenses, la balance générale des comptes et tous les autres états de solde est facilitée par SIM_ba. Ce qui permet de pallier à l'absence d'une ressource humaine qui, même disponible, a toujours eu à faire face aux risques liés à une gestion non automatisée de l'information comptable et financière.

Au nombre des attentes comblées par SIM_ba, M. Kodji souligne la disponibilité instantanée de l'information sur la nature des dépenses à payer, une meilleure gestion des retenues TVA à la source qui constituaient un problème par le passé. Les problèmes liés à la production du compte de gestion ne sont plus d'actualité, tout autant que les dépassements fréquents de crédits auxquels la gestion manuelle les exposait.

La journée du 13 octobre 2015 a d'ailleurs donné l'occasion de tomber sur une équipe de contrôle du Centre Départemental des Impôts (CDI) de Mokolo. Les contrôleurs assurent aisément leurs tâches sans être obligés d'interpeller constamment le receveur municipal qui, au préalable et en un clic avait mis tous les documents à leur disposition. Ces derniers nous diront s'en féliciter, car le CDI ne dispose que de deux personnes, le Chef de Centre et un cadre, pour toutes ses missions. Il aurait été fastidieux de devoir procéder à un très long contrôle manuel.

Le maire de la commune de Roua, qui revient d'un déplacement au Canada en vue de rechercher des partenaires extérieurs, dit ne plus avoir de problèmes, depuis qu'il peut s'appuyer sur un receveur municipal « SIM_ba sensible ». ◆

Extrême-Nord

Guemé, la commune rizicole sur le chantier de la performance avec SIM_ba

« Hyper magnifique » ! Le terme n'existe pas, mais Emmanuel Maktouandi, le Cadre Communal Financier ne trouve pas d'autre superlatif pour qualifier le progiciel SIM_ba.

En effet, depuis octobre 2014, date de l'installation du progiciel dans la mairie de Guemé, les résultats sont largement au delà des espérances. Jusque là, il était difficile d'établir des mandats, et surtout de les numéroter. Aujourd'hui, la prise en charge est extrêmement facile du côté du receveur municipal. Dès 2014, le budget de l'année 2015 a été saisi dans SIM_ba, et les comptes administratif et de gestion de l'exercice 2014 rattrapés. Les sept codes offerts par l'application n'ont plus aucun secret pour les utilisateurs.

Pour le maire, André Djafsia, au rang des autres difficultés identifiées et aujourd'hui résolues grâce à SIM_ba, il y a la préparation du compte administratif. Avant 2014, pour le produire, il fallait prendre tous les mandats, les saisir compte par compte et montant par montant. De même, avant tout engagement, le maire appelait le secrétaire général pour consulter les différentes lignes. Il fallait alors voir, dans cette formule ancienne, la provision de crédit restante sur une ligne, saisir à nouveau tous les mandats déjà engagés sur cette ligne et les comparer au budget initial, tâche ô combien fastidieuse avec des risques d'erreurs élevés. Depuis l'automatisation, les choses sont aujourd'hui plus aisées. Il suffit de consulter les engagements, identifier en un clic la ligne sur laquelle l'engagement doit être effectué, et directement on a le montant engagé et le solde disponible.

En plus du code 17 lié au budget, les codes 18 et 19 du progiciel, relatifs aux engagements de dépenses, aux ordres de recettes et aux mandatements relèvent de la compétence du maire, ordonnateur, qui peut définir les rôles et décider d'affecter un responsable particulier au suivi d'une activité précise. A Guemé, c'est le Cadre Communal Financier qui est chargé de suivre ces deux codes. Fait particulier dans cette commune, tout l'exécutif communal ne jure que par lui. Du maire au receveur municipal, en passant par le secrétaire général, tous voient en Emmanuel Maktouandi, une pépite que le PNDP a aidé la commune à recruter. Le receveur municipal et lui travaillent dans une franche collaboration. Autre fait et non des moindres, c'est le sentiment de cohésion et de mutualisation que l'équipe de reportage a pu percevoir au sein de cette équipe de quatre personnes : le maire, le secrétaire général, le receveur municipal et le Cadre Communal Financier. Pour les habitués de l'administration communale, ils reconnaitront que le courant ne passe pas toujours aussi facilement.

Située dans le département du Mayo Danay, région de l'Extrême-Nord, Guemé a été créée le 25 novembre 1993 et couvre l'arrondissement de Vélé. Etalée sur 400 km² et comptant 18 villages répartis sur trois axes, elle est pratiquement à la frontière du Cameroun avec le Tchad. Elle est limitée au Sud par la Commune de Yagoua, au Nord par la Commune de Kaï-Kaï, à l'Ouest par les Communes de Kalfou et Moulvoudaye, et à l'Est par le fleuve Logone qui constitue en même temps la limite naturelle du Cameroun avec le Tchad.

La commune de Guémé est tributaire, pour ses recettes, des Centimes Additionnels Communaux, des taxes perçues sur les marchés et des droits de sorties de riz paddy qui s'élèvent à 200 FCFA par sac. L'impôt libératoire sur les bénéfices agricoles est trop faible pour pouvoir aider la commune, qui est obligée de s'appuyer sur l'impôt libératoire sur les bénéfices commerciaux. Cette commune située à 18 km de la ville de Yagoua surprend par son appropriation du logiciel SIM_ba, car il faut dire que c'est une commune dont l'accès est extrêmement difficile en saison des pluies du fait des inondations qui obstruent la route principale en plusieurs endroits. Un exemple à suivre. ◆

Réactions de l'Extrême-Nord

Daniel ZOKOM, Maire de la Commune de Mokolo

« SIM_ba est une révolution »

SIM_ba a révolutionné beaucoup de choses. L'honnêteté intellectuelle m'impose de reconnaître que je ne m'y connais pas beaucoup, mais si j'en crois la qualité des documents produits et les retours que m'en font le receveur et le cadre financier, qui a bien maîtrisé le progiciel, c'est un bon outil. Depuis son installation, nous avons pu éviter beaucoup de choses qui se passaient auparavant. On engageait des dépenses sans savoir s'il y a disponibilité de crédit. Avec SIM_ba, la machine elle-même vous situe sur la position des disponibilités de crédit et elle contribue à améliorer le rapport qu'il y a entre l'engagement, l'ordonnancement et le paiement de certains mandats. Grâce à SIM_ba, cette complémentarité dans la mise à disposition de l'information est possible.

Moustapha AROUNA, Receveur Municipal de la Commune de Mokolo

« Les fiches d'imputation sont automatiques »

Grace à SIM_ba on arrive à produire tous nos états mensuels. Tous nos documents sont tirés à partir du progiciel. Nous avons même oublié l'ancien système où les états étaient produits manuellement. Aujourd'hui, il suffit d'introduire les données et SIM_ba vous génère les documents appropriés. Par le passé, pour produire la balance, il fallait faire la situation de chaque compte, la transférer dans le grand livre avant d'avoir notre balance mensuelle. Or, avec SIM_ba c'est automatique ; il nous génère automatiquement les fiches d'imputation. SIM_ba a amélioré la production des états et le suivi des dépenses.

Chelye NGUELEO, Cadre Financier de la Commune de Mokolo

« SIM_ba améliore la fiabilité des données »

SIM_ba pour nous est un progiciel adapté sur le plan sectoriel. Ça nous évite beaucoup d'erreurs dans la manipulation des chiffres. Il y a une rapidité certaine. Dans SIM_ba, la fiche de saisie est automatique. Avec plusieurs postes de travail, nous travaillons en réseau. Dans les services de l'ordonnateur, il y a un poste de travail pour les recettes, un autre pour les dépenses et un troisième au niveau du budget. Chez le receveur on a des postes au niveau de la caisse, du responsable de la dépense et chez celui qui s'occupe des recettes. Tout cela se fait désormais en un clic. SIM_ba améliore la fiabilité des données.

Richard BIHINA, Maire de la Commune de Roua

« Erreurs et fraudes limitées »

Je voudrais tout d'abord remercier le PNDP pour l'encadrement qu'il n'a jamais cessé de nous apporter. Bien que SIM_ba soit installé depuis peu dans notre mairie, certaines erreurs et fraudes sont limitées par ce système. C'est un appui important surtout dans les conditions qui sont les nôtres, car notre secrétaire général est malade depuis deux ans et l'un des cadres recrutés par le PNDP a démissionné pour un poste plus important ailleurs.

Bitrus KODJI, Receveur Municipal de la Commune de Roua

« Régularité des pièces comptables »

Les difficultés auxquelles nous faisions face auparavant sont corrigées automatiquement. Nous avions des difficultés dans la confection des états de fin d'exercice. L'outil SIM_ba est venu apporter la facilité dans la confection des documents : les certificats de recettes et de dépenses, la balance, etc. toutes choses qui nous perdaient beaucoup de temps par le passé. Aujourd'hui, quand vous dépassez les prévisions votées, ce progiciel vous le signale. C'est une importante correction des dépassements de lignes qui nous causaient d'énormes problèmes dans la confection des comptes administratifs. En temps que comptable, c'est une grande satisfaction pour moi, car SIM_ba me rassure dans la régularité des pièces comptables et en fin d'année, j'ai tout de suite le compte de gestion en main.

André DJAFSIA, Maire de la Commune de Guemé

« Eviter la navigation à vue »

A Guemé nous avons pris SIM_ba à bras-le-corps, car ça nous évite beaucoup de navigation à vue. Avant, il fallait saisir les informations au chef-lieu du département à Yagoua et venir les réintroduire ici. C'était très compliqué. Maintenant, nous faisons le travail de telle sorte que tout est enregistré de façon systématique et à la fin nous produisons directement nos états. Il n'y a plus de difficulté à comparer les chiffres du receveur à celui du maire.

Mamoudou NDJIDAO, Receveur Municipal de la Commune de Guemé

« Finis les classements volumineux »

Quand on n'avait pas SIM_ba, tout se faisait à la main, on remplissait les fiches d'imputation à la main, les certificats aussi. A la fin du mois, il fallait faire beaucoup de classement, reprendre tous les états imputation par imputation. Depuis l'installation du progiciel, je n'ai plus beaucoup de problèmes. A la fin du mois, j'ai mes balances ainsi que mes certificats. J'ai juste à classer les mandats et les ordres de recettes dans les chemises ainsi que les fiches récapitulatives. Une activité qui me prenait plusieurs jours. Je dois dire que j'ai aussi eu la chance de trouver un cadre financier efficace.

Gilbert YOUGOUDA, Secrétaire Général de la Commune de Guemé

« Grâce à SIM_ba, on évite les écarts »

SIM_ba nous facilite la lecture des dépenses au niveau de l'ordonnateur et le niveau d'encaissements côté receveur, la mise en place du compte administratif à temps et aussi la préparation à temps du budget de l'année N+1. SIM_ba nous permet d'agir promptement sur la mise en place des mécanismes de correction du niveau de perception de certaines taxes. Grace à SIM_ba, on évite les écarts et il nous permet de pas avoir de problèmes dans la comptabilisation de nos dépenses. Aujourd'hui, j'ai toutes les données sous la main, je n'ai plus le temps de fouiller pour voir si j'ai déjà eu à faire une dépense. SIM_ba nous aide aussi à gérer les contribuables, car nous savons qui a payé et qui ne l'a pas encore fait. A tout moment nous avons une lisibilité qui nous permet de lancer régulièrement des recouvrements des recettes sur le terrain. Il y a eu une amélioration des recettes de plus de 50%.

Nord

Guider, fer de lance du Mayo-Louti grâce à SIM_ba

C'est avec beaucoup de bienveillance que le Maire de la commune de Guider s'est détaché quelques instants d'une palabre avec les motos-taximen de la ville de Guider, pour s'exprimer sur l'utilisation de SIM_ba au sein de la mairie.

Lorsque qu'on évoque le système installé depuis janvier 2015 à la mairie, les mots rapidité, gestion du temps et gestion des documents reviennent constamment pour caractériser les bienfaits du progiciel SIM_ba. Ayant commencé en début d'année en monoposte, la mairie est aujourd'hui en réseau et d'autres personnes ont été formées notamment au service de l'assiette et même au niveau de toute la chaîne côté ordonnateur et receveur.

En formule manuelle, il fallait vérifier la disponibilité de crédit avant d'émettre un mandat. Cette avancée dans l'utilisation du progiciel vaut à la commune de voir son cadre financier sollicité par le PNDP pour renforcer les capacités des communes sœurs dans l'utilisation du progiciel. Les questions de dépassements de crédit sont aussi révolues grâce à la traçabilité de SIM_ba.

Ce progiciel apporte des améliorations conséquentes au niveau de la commune qui vit des droits de place sur les marchés, de la taxe d'abattage, des impôts libératoires sur les revenus agricoles et les revenus commerciaux, de la taxe à bétail, de la taxe sur la transhumance et de divers impôts communaux. Le progiciel permet aujourd'hui de faire un suivi de la progression au jour le jour des différentes recettes générées par ces taxes au sein de la commune.

La connaissance par l'ordonnateur du niveau de consommation des crédits, des états de paiements actualisés, des disponibilités caisse/banque facilite la prise des décisions par le maire qui peut ainsi faire de meilleures projections. La commune de Guider vient de construire 120 boutiques mise en location au taux de 10.000 FCFA, la location des engins parfois, des meubles notamment les chaises et les tentes. Les avantages de SIM_ba l'emportent sur les insuffisances qui ont pu être recensées à Guider. Le taux de consommation de l'exécution du budget reste à gérer lors des prochains ateliers. De même que le vœu de pouvoir aller au-delà des opérations de saisie pour avoir la qualité d'administrateur. Les utilisateurs de SIM_ba reconnaissent la nécessité d'être minutieux et méthodique dans l'introduction des données. Guider revendique la place de leader dans la production des états de synthèses au niveau de la Trésorerie générale de Garoua. Au plus tard le 05 de chaque mois, les données sont acheminées conformément aux instructions du TPG de Garoua. ◆

Nord

Avec SIM_ba, Figuil cimente sa gestion

Difficile, ce 15 octobre 2015, de mettre la main sur le Maire qui s'est déplacé du coté de Lam, à l'occasion de la célébration de la Journée Africaine de la Femme Rurale.

Difficile également de mettre la main sur le Cadre Communal Financier (CCF) qui se trouve à Pitoa pour renforcer les capacités de ses collègues des autres communes dans l'utilisation du progiciel SIM_ba. C'est que les utilisateurs de SIM_ba, au niveau de la commune ne peuvent plus s'en passer, tant les avantages sont énormes. A la mairie, on n'hésite pas à présenter le progiciel comme un sauveur. Depuis 2014 que SIM_ba est installé dans la commune, le budget s'exécute de manière transparente. Ainsi, depuis le mois d'octobre 2014, date de l'installation du progiciel SIM_ba au sein de la commune, les dépassements de crédit, problème le plus fréquent, ont disparus.

Les utilisateurs vont même jusqu'à considérer que c'est une manne tombée du ciel. C'est fort des apports multiples, visibles et palpables du progiciel au sein de la commune que les Collectivités voisines se rendent disponible à recevoir l'accompagnement du Cadre Communal Financier et du receveur municipal de la commune de Figuil, qui sont régulièrement sollicités pour renforcer les capacités de leurs pairs. La commune peut se vanter aujourd'hui de pouvoir déposer à temps tous les états de synthèse auprès de la Trésorerie Générale de Garoua. Finis les retards, le stress dû à l'improvisation, à la gestion urgente et aux nombreuses erreurs découlant de l'utilisation des calculatrices. Il s'agit d'une époque révolue, remplacée par la production en un clic de toute la documentation utile à une prise de décision efficiente.

« J'ai été cooptée par le PNDP, avec certains collègues, au vu de notre progression dans l'utilisation de SIM_ba, pour aller vers nos collègues, receveurs et agents financiers, afin de les aider à améliorer aussi leurs connaissances. J'ai été à Gaschiga, Ngong, Tcholliré et Baschéo. Il était donc question pour nous d'aller expliquer à ceux qui sont déjà en retard, le bien fondé de l'utilisation de SIM_ba ». Quand on écoute Salomé Davaie, CCF de la commune de Figuil , il apparait que ces différentes communes n'avaient pas compris au départ quels en étaient les avantages. Figuil n'a pas lésiné sur les moyens, puisque les ordinateurs sont installés en réseau et SIM_ba s'utilise sans problèmes. La preuve, la commune est à jour en ce qui concerne ses états financiers. « Nos camarades l'ont bien compris et partout où nous sommes passés, ils promettent de travailler mieux que nous ». Pour Salomé Davaie, il reste à régler le problème des lettres commandes et des marchés qui ne peuvent pas s'enregistrer dans SIM_ba, comme c'est le cas avec les bons de commande. ◆

Nord

Lagdo éclaire sa gestion avec SIM_ba

La cité qui abrite le barrage de Lagdo n'a pas laissé passer l'occasion offerte par le PNDP, pour l'implantation du progiciel SIM_ba au sein de la mairie.

Le Cadre Communal Financier rencontré à Pitoa ne tarit pas d'éloges sur l'application. Lui qui est sollicité, avec ses collègues de Figuil et de Guider, pour renforcer les capacités de ses pairs des autres communes à l'informatisation de la gestion budgétaire et comptable, à travers SIM_ba. Le progiciel a permis à la commune de Lagdo d'avoir en permanence une vue synoptique sur sa gestion. La possibilité de pouvoir avoir en regard les budgets des années précédentes et celui de l'année en cours garantit une bonne projection sur les années à venir.

Les utilisateurs au sein de la mairie le considèrent comme un outil de gestion, de contrôle et de décision. Avant l'installation du progiciel, la gestion des crédits budgétaires était loin d'être une sinécure, tout autant que la disponibilité des états de synthèses et même la lisibilité utile à l'ordonnateur. La balance ne s'équilibrait pas et il fallait prendre beaucoup de temps pour traiter manuellement les grands livres. Depuis l'installation de SIM_ba en 2014 et la mise en réseau en 2015, ce progiciel permet au Maire, au Secrétaire Général, au receveur municipal et à l'agent financier d'avoir le même niveau d'information. En plus des quatre personnes sus citées, un agent communal accompagne cette dynamique à Lagdo.

Les améliorations sont perceptibles et matérialisables. La situation de la caisse est journalièrement connue du fait de sa clôture quotidienne. La commune ambitionne de poursuivre, avec l'aide du PNDP, le renforcement des capacités des utilisateurs de SIM_ba d'une part et la formation d'autres personnels d'autre part. La connaissance la plus large et la plus étendue devrait permettre d'avoir un meilleur aiguillon pour les ressources de la commune qui, en dehors des CAC et de l'impôt libératoire sur les produits commerciaux, repose en grande partie sur les produits de pêche. Les tickets varient de 500 à 2000 FCFA par pêcheur. La commune doit ce travail d'implémentation de SIM_ba au Maire, qui a malheureusement été enlevé depuis le mois de mars 2015 par des individus non identifiés dans la commune de Garoua Boulaï, à la frontière avec la République Centrafricaine. Le 2e adjoint assure ne pas avoir de problèmes du fait de l'important travail engagé par le Maire qui a cru en SIM_ba.

Il pense d'ailleurs que c'est une révolution pour la commune qui peut maintenant accéder à toute information budgétaire et comptable en un clic. Une dynamique porteuse qui lui vaut de fortes sollicitations de la part des autres communes. ◆

Réactions du Nord

Younoussa BOUBA, Maire de la Commune de Guider

« J'ai les informations devant mon ordinateur »

SIM_ba a amélioré mon service et a beaucoup aidé la commune de Guider. Les engagements et les paiements apparaissent au niveau des machines. Nous sommes en réseau au niveau de la commune : le Maire, le Secrétaire général, le Receveur municipal, le chef SAF, le Cadre financier. Je n'ai pas besoin d'appeler le Secrétaire général pour avoir une information, il suffit que j'interroge la machine. Avant il fallait fouiller les documents longtemps pour avoir une information. Nous faisions aussi beaucoup d'erreurs et reprenions le compte administratif plusieurs fois. Nous sommes très contents de ce suivi du PNDP. J'invite mes collègues qui n'ont pas encore adhéré à suivre l'exemple de la Commune de Guider

Oumarou NEGUESSA, Receveur Municipal de la Commune de Guider

« Je connais le niveau de consommation des crédits »

Il y a eu beaucoup d'amélioration dans la comptabilité. Dès qu'on introduit les données, SIM_ba génère automatiquement les écritures. Auparavant certains receveurs municipaux n'arrivaient pas à poser des écritures exactes. Les avantages sont nombreux sur le plan du travail, de la transparence au niveau de la gestion. Dans le premier cas on met moins du temps et dans le deuxième cas, l'ordonnateur connait le niveau de consommation de ses crédits, ce qui a été payé par le receveur et ce qui reste à payer. Avec SIM_ba, l'ordonnateur peut aussi voir la disponibilité en banque et la disponibilité en caisse. La commune de Guider est presque leader au niveau de la trésorerie générale en matière de production des états de synthèse.

Léon DJIKANI, Secrétaire Général de la Commune de Guider

« Tout se fait désormais en un clic »

SIM_ba nous a permis d'éviter les erreurs que nous avions auparavant. Si vous me demandez les états d'exécution des recettes et des dépenses, je vous les donne tout de suite, car en un clic on a toutes les informations voulues. Avant SIM_ba, tout était manuel. Avec le progiciel, les ordres de recettes par exemple ne sont plus difficiles à produire et à suivre.

Célestin SINGAI KANGOU, Maire de la Commune de Figuil

« Avoir un personnel qualifié et dévoué »

Personnellement, je ne m'y connais pas en informatique, mais d'après les renseignements que j'ai eus de mes collaborateurs, ils m'ont rendu compte de leur totale satisfaction. SIM_ba facilite leur travail quotidien, surtout en matière financière. Ils m'ont dit que l'élaboration dans les prochains jours des comptes administratif et de gestion sera facilitée. Certains maires n'ont pas d'agents qualifiés, c'est peut être ce qui explique la faible utilisation du progiciel. Mais si vous avez un personnel qualifié qui s'adonne à sa tâche, ça devrait aller.

IBRAHIMA, Receveur Municipal de la Commune de Figuil

« Une manne tombée du ciel »

Pour tout receveur municipal, c'est une manne tombée du ciel. Ça nous facilite la tâche sur tous les points. Ce logiciel permet de faire des opérations comptables automatiques. Chaque mois, les certificats de recettes, la balance, par exemple, sortent de façon automatique. C'est de l'or qui a été donné gratuitement aux communes du Cameroun.

Abdoulaye ALIM, Secrétaire Général de la Commune de Figuil

« SIM_ba est venu au bon moment »

Je ne pense pas qu'on peut avoir encore quelque chose comme SIM_ba pour la gestion. Le progiciel est venu au bon moment. Au début, il y a eu des réticences, parce qu'on ne connaissait pas cet outil. Mais pour celui qui est conscient et qui veut vraiment travailler, SIM_ba lui sera très utile.

Pierre GESATA, 2e Adjoint au Maire de la Commune de Lagdo

« Des états financiers sans couacs »

SIM_ba a révolutionné la vie de notre commune. Je ne suis pas impliqué au premier chef dans la gestion de la commune, mais depuis le fâcheux incident lié à l'enlèvement du Maire de Lagdo en mars 2015, je me suis rapproché du Cadre Financier pour découvrir les avantages de SIM_ba. Quand nous voulons des informations par rapport à notre budget, un seul clic suffit. Nos états financiers sont déposés sans couacs ni anicroches. Notre Cadre Financier se sert très bien de cet outil. Ce qui fait que depuis deux semaines, il est sollicité pour des séances de formations aux autres communes de la région.

Lambert YOMO, Cadre Financier de la Commune de Lagdo

« Réduction du temps de travail »

SIM_ba nous a permis de réduire considérablement le temps de travail. Jusqu'à son installation, tout se faisait manuellement. Le progiciel permet de faire une synoptique et d'avoir une vue sur le budget des années précédentes. La gestion des crédits budgétaires n'étant pas une chose aisée, SIM_ba apporte beaucoup en termes de facilité dans la prise de décision par l'ordonnateur. Il est important d'être à jour dans l'introduction des données afin de garantir une bonne clôture de la caisse par exemple.

Djibrilla MOUSSA, Opérateur de saisie SIM_ba de la Commune de Lagdo

L'un des problèmes que nous rencontrons c'est que le personnel communal n'est pas assez outillé dans l'utilisation de l'outil informatique. D'où la nécessité de multiplier les formations.

Adamaoua

SIM_ba construit l'esprit civique à Tibati

Le PNDP a apporté son appui à l'informatisation de la gestion budgétaire et comptable de la commune de Tibati en 2014.

Depuis lors, les nombreuses phases de la gestion manuelle ont été renvoyées aux oubliettes. Avant, il fallait marquer un arrêt, la gestion étant manuelle, entre les phases d'engagement, d'ordonnancement et de liquidation. La production des états de synthèse est devenue une affaire de minutes, là où il fallait des mois pour consolider une information. Avec la gestion manuelle, les données reportées sur un brouillard couraient le risque d'être perdues. La gestion comptable était en grande partie faite sur des tableurs Excel.

A Tibati, les problèmes de dépassements de crédit qu'a connu la commune sont aujourd'hui oubliés. Par le passé, avoir le brouillard nécessitait un gros travail sur les chiffres, il était difficile d'arriver à les harmoniser et les équilibrer, et le Receveur municipal passait des jours à faire des calculs manuels. Il arrivait que le budget soit approuvé avec erreur. SIM_ba vient régler le problème de la fiabilité des données, mais aussi la facilitation dans le traitement des dossiers liés aux finances. SIM_ba prend même en compte le volet facturation. « A Tibati on ne connait pas le phénomène de mandat en instance, nous, on engage au vu des disponibilités », apprend-on du Secrétaire général .

La commune compte plus de 111.000 têtes de bétail déclarées pour la comptabilité de 2013, celle de 2014 n'étant pas entérinée. Le constat qui a été fait, depuis 2014, c'est une amélioration dans le recouvrement de la taxe sur la vente du bétail, grâce au suivi. C'est un système déclaratif et les contribuables assujettis à cette taxe viennent régler leur écot d'impôt après des sensibilisations. Celles-ci existaient avant, mais il y avait distraction de fonds. « Avec SIM_ba quand vous avez déclaré, c'est effectivement comptabilisé et l'état de déclaration est remis au contribuable », souligne Ismaïla, le secrétaire général.

Sur certaines taxes, Tibati arrive à tripler ses prévisions de recouvrement, simplement parce que les contribuables ont le sentiment d'être pris au sérieux lorsqu'ils voient leurs noms imprimés à l'ordinateur sur une quittance. Ce qui fait dire au Secrétaire général que SIM_ba a amélioré le civisme fiscal des populations. ◆

Adamaoua

Ngaoundal, la cité ferroviaire prend le train de la gouvernance… avec SIM_ba

« L'organe privilégié d'accompagnement des communes qu'est le PNDP nous a beaucoup aidé en nous fournissant le logiciel, la machine et les formations ».

C'est en ces termes que le Cadre Communal Financier de Ngaoundal qualifie l'appui du Programme dans la gestion budgétaire et comptable des Collectivités Territoriales Décentralisées. Le progiciel a permis, entre autres avantages, de simplifier la gestion comptable qui était adossée auparavant sur la manipulation de nombreux registres. Aujourd'hui, le travail s'effectue avec beaucoup plus de célérité et d'efficacité. Les budgets primitif et complémentaire se gèrent déjà en un bloc.

En plus des facilités offertes par SIM_ba dans la mise à disposition des documents et états de synthèse, la gestion des quittanciers et autres outils est aisée. L'élaboration du budget et son engagement ne sont que quelques-uns des pans d'améliorations apportés par SIM_ba. Disponible depuis décembre 2014, le progiciel a été installé en réseau en juin 2015, ceci pour permettre aux entités ordonnatrices et comptables de pouvoir avoir la même lecture. Jusque-là, la commune utilisait un logiciel nommé Bookkeeping qui a expiré en février 2014. Les problèmes récurrents de suivi budgétaires sont un lointain souvenir. L'ordonnateur à Ngaoundal peut aujourd'hui savoir avec exactitude quel est le niveau des recettes et des dépenses au sein de la commune qui tire ses principales ressources des Centimes Additionnels Communaux qui représentent au moins 90% du budget. Le reste portant sur les droits de place sur les marchés et l'adduction d'eau potable réalisée par la commune.

Les pourparlers engagés par la commune auprès des autorités devraient permettre à terme de percevoir une taxe à l'embarcation pour tous les produits qui sont écoulés vers la gare voyageurs. Autant d'éléments dont l'introduction dans le progiciel assurera au maire, par la lecture permanente des données, de soutenir la vision de développement qu'il a pour la commune. Autre avantage concret et non négligeable, c'est que le compte administratif de 2014 est passé à 300 000 000 FCFA alors qu'il était de 200 000 000 FCFA l'année précédente. Ceci a été rendu possible grâce à la lisibilité régulière assurée par SIM_ba qui permettait à l'ordonnateur d'observer sur ses écrans radars, les poches de vulnérabilité budgétaire et décider ainsi des orientations à prendre.

Le progiciel enlève aussi le climat de suspicion entre le maire, le Receveur Municipal, le Secrétaire Général, confie le maire. « A partir de 16h chez moi, j'ai toutes les opérations journalières. C'est du jamais vu et je suis bien placé pour le dire étant à mon troisième mandat, dont deux sans SIM_ba ». Ce progiciel a ramené la sérénité dans la gestion communale, reconnait Boubakary Aboubakar, le maire. C'est un outil qui au delà de la tracabilité ramène la confiance. Celle-ci a été rétablie entre la commune et la Trésorerie générale. ◆

Adamaoua

SIM_ba à Belel : l'ancrage de la redevabilité

C'est avec une pointe d'orgueil et de fierté que l'exécutif communal souligne avoir reçu des félicitations d'une mission de contrôle MINATD/MINFI pour la qualité des documents produits grâce à l'utilisation efficiente à Belel du logiciel SIM_ba.

La commune ne dispose du progiciel que depuis le mois d'avril 2015. Mais ses balances sont disponibles jusqu'au mois d'août 2015, et le mois de septembre est en cours d'achèvement. Ce qui constitue une avance non négligeable par rapport à d'autres communes.

Pour cette commune du département de la Vina, dans la région de l'Adamaoua, qui tire ses principales ressources des Centimes Additionnels Communaux, de la taxe à bétail et des droits de place sur les marchés, l'informatisation ouvre la voie de la modernité. SIM_ba est considéré là-bas comme une « commune en miniature », par la capacité qu'il offre d'organiser les activités de la collectivité tant du côté de l'ordonnateur que du côté du receveur. L'enregistrement des ordres de recettes se fait assez aisément, de même que la prise en charge des paiements au niveau du receveur. L'enregistrement manuel qui avait cours en 2014 donnait lieu à de nombreuses pertes, notamment les ordres de recettes qui s'égaraient. Finie l'époque où il fallait récupérer tous les ordres de recettes, les mandats, faire des calculs imputation par imputation. Il arrivait d'ailleurs que le compte administratif et le compte de gestion ne soient pas cohérents. Aujourd'hui, l'aisance est manifeste en ce qui concerne l'édition des mandats, le suivi des dépenses au fur et à mesure.

Il faut dire que l'un des atouts non négligeables à Belel, c'est son Secrétaire général. Ce dernier a été recruté comme Cadre Communal Financier dans la commune de Ngaoundéré 3ème en 2011, ce qui lui a donné d'être partie prenante à l'opération pilote d'implémentation du progiciel dans cette commune en 2012. Cette expérience couplée à celle de cadre financier lui a valu d'être nommé, depuis juillet 2015, secrétaire général de la commune de Belel. Facile aussi de comprendre un arrimage aussi rapide dans une commune qui ne manque pas de ressources humaines, du Maire au Receveur Municipal. Cette dernière a une certaine expérience du fonctionnement de la Trésorerie générale.

Le satisfécit des partenaires et des autorités de tutelle est manifeste quand à Belel, le compte administratif et le compte de gestion peuvent être disponibles en un clic. Dans les tout prochains jours, la commune envisage d'acquérir d'autres ordinateurs pour pouvoir monter un réseau et améliorer considérablement le travail. Une doléance forte a été formulée au cours du reportage, celle d'accroître les séances de formation des utilisateurs pour un rendement optimal. Quelques problèmes liés au paramétrage sont régulièrement signalés aux administrateurs du progiciel qui ne cessent de recueillir les suggestions pour des améliorations constantes. N'empêche qu'à Belel, toutes les conditions sont en train d'être réunies pour faire de cette zone de montagnes et de plaines un massif de développement. ◆

Réactions de l'Adamaoua

Bakary ABOUBAKAR, Maire de la Commune de Ngaoundal

« Une aide à la traçabilité financière »

De mon point de vue, SIM_ba a résolu beaucoup de problèmes au niveau de la comptabilité communale. Ça aide à la traçabilité financière des opérations au sein de la commune. C'est un outil de développement communal et ça permet au Maire, ainsi qu'à tous les autres services, de contrôler toutes les opérations liées à la vie de la municipalité.

François Constant MVOGO, Receveur Municipal de la Commune de Ngaoundal

« Nous sommes à jour »

Nous sommes installés en réseau sur SIM_ba depuis juin 2015. Nous sommes à jour et déposons nos comptabilités mensuelles à temps. SIM_ba a beaucoup amélioré la gestion comptable. Avant SIM_ba, nous utilisions une application nommée Bookkeeping qui a expiré en 2014 et qui nous posait des problèmes dans le suivi du budget. Depuis, avec SIM_ba nous n'avons plus de problèmes.

Abdoul OUMOUL KOULSOUMI, Secrétaire Général de la Commune de Ngaoundal

« Une bonne visibilité »

SIM_ba nous aide beaucoup dans l'élaboration du budget, l'engagement des dépenses, l'ordonnancement des recettes. Il y a une rapidité, une bonne visibilité. Cela permet à l'ordonnateur d'avoir les informations chaque fois qu'il en a besoin. Au niveau de l'ordonnancement, nous communiquons directement avec le receveur municipal, dès que les engagements sont faits, il reçoit les informations et il y a moins de risques d'erreurs.

Dahirou AMADOU, Maire de la Commune de Tibati

« Un monde nouveau pour les communes »

SIM_ba est un outil très important dans un siècle de vitesse comme celui-ci. SIM_ba c'est un élément du monde nouveau. Dès que le PNDP nous a édifié par rapport à cet outil, nous avons adhéré, car le progiciel nous permet de faire tout rapidement et bien. Tout mon personnel est formé. Mais nous avons déjà acheté tout le matériel et c'est une fierté pour nous. J'invite mes collègues Maires à se précipiter pour l'utilisation de ce progiciel. Le Trésorier Payeur Général insiste régulièrement là-dessus.

Nana ISMAILA, Receveur Municipal de la Commune de Tibati

« Le receveur n'est plus submergé »

SIM_ba nous assure une certaine rapidité dans la production des situations et états de synthèse, notamment les certificats de recettes et de dépenses, les bordereaux, les balances. On ne passe plus par les tableurs Excel qui étaient trop lourds. De plus, le receveur n'est plus submergé comme par le passé.

ISMAILA, Secrétaire Général de la Commune de Tibati

« SIM_ba ? Une nécessité »

On ne saurait parler de gestion moderne sans informatisation pour un traitement diligent, efficace, intégral et objectif de l'information. En 2014, après l'actualisation de notre PCD, nous avons pu avoir l'appui du PNDP pour l'informatisation de la gestion financière et comptable. Au début c'était un outil d'aide, mais aujourd'hui c'est une nécessité. Nous avons pu mettre à jour toutes les données liées à la gestion financière et comptable. Ce qui fait que pour notre receveur, produire les états de synthèse, devient un jeu d'enfant alors que par le passé, il pouvait faire un mois dans les calculs manuels.

Mohamadou AWAL BOBBO, A2 Maire de la Commune de Belel

« Un grand atout »

Le logiciel SIM_ba est un grand atout qui nous donne une traçabilité très bonne pour l'ordonnateur et pour le receveur. Les améliorations sont palpables, on n'a plus besoin de faire beaucoup d'efforts, le travail est facilité et les données sont disponibles. Nous réussissons à tenir les délais de mise à disposition de nos documents.

Aline ONANA NGUELE, Receveur Municipal de la Commune de Belel

« Que mes collègues s'arriment ! »

SIM_ba a été installé en avril 2015 à la commune de Belel. Nous sommes néanmoins en avance par rapport aux autres communes parce que nous avons déjà produit nos balances jusqu'au mois d'août 2015. Nous sommes en train d'achever le mois de septembre. La satisfaction est grande, avec la venue de SIM_ba, nous sommes comblés. Il est possible actuellement de ressortir nos certificats de recettes, les balances, faire la mise à jour de nos livres journaux. J'invite mes collègues receveurs municipaux à s'arrimer.

Ibrahima NANA, Secrétaire Général de la Commune de Belel

« Nous avons été félicités »

Recruté comme Cadre Financier à Ngaoundéré 3ème en 2011, j'ai commencé à utiliser SIM_ba en 2012. Devenu secrétaire général depuis juillet 2015, je confirme mon premier avis : c'est un progiciel qui nous permet de réaliser beaucoup de choses. Il permet d'avoir le compte administratif, de confectionner le budget primitif et additionnel, l'édition des mandats, le suivi des engagements, en plus de rendre compte à l'ordonnateur de l'exécution du budget. Nous venons de recevoir un contrôle MINATD/MINFI qui nous a félicités, à la vue de nos documents.

Est

Le pied enclavé de Ngoyla a une épine en moins avec SIM_ba

Alors que tout était prévu pour que les reporters rallient la commune de Ngoyla, la nouvelle de la distinction du PNDP avec le « projet SIM_ba » est venu modifier l'agenda initial.

Nos reporters ont dû marquer un arrêt à Abong-Mbang où se tenait un atelier de formation sur l'élaboration du budget communal. Là se trouvaient réunis les secrétaires généraux de mairie, les receveurs municipaux et les cadres financiers de toutes les communes d'intervention du PNDP dans la région du Soleil Levant. Tous, à l'exception du receveur municipal de la Commune de Ngoyla. Il était auprès du maire, Mme Evelyne Juliette Samba Owona Meillon pour une importante activité impliquant l'autorité municipale à Ngoyla.

C'est ce qui justifie que l'entretien avec le maire se soit fait au téléphone. Entretien non sans difficulté de réseau au cours duquel l'édile municipale élue en 2013 soulignera les chantiers majeurs qu'elle a dû lancer pour réduire le gap de 226 km de très mauvaise route en saisons de pluies qui relient Abong-Mbang et Ngoyla. Ce gap, elle a tout de suite souhaité le combler avec l'électricité sur plaques solaires, pour rendre exploitable le progiciel SIM_ba dont elle avait perçu l'importance dès les premières sessions de formation en 2014. « Nous avions des problèmes d'énergie et étions inquiets sur le fonctionnement de l'application, souligne-t-elle. Le conseil municipal m'a donné l'autorisation de pouvoir mettre sur pied des plaques solaires. »

Ce dynamisme du maire Samba Meillon vaut à sa commune d'être parmi les deux seules meilleures communes utilisatrices de SIM_ba à l'Est. Cela s'explique aisément pour elle : « *Nous nous sommes rendus à Bertoua en janvier 2015 où le PNDP nous avait convoqués pour des formations supplémentaires. J'ai demandé à mon personnel de s'appliquer à comprendre. Ils se sont mis à la tâche. Et nous avons commencé à saisir notre comptabilité. De janvier à aujourd'hui, nous sommes à jour* ». Une mise à jour qui lui a permis d'aller plus loin et rattraper les comptes administratifs des exercices 2011 à 2014. Aujourd'hui, confie-t-elle, « *Je peux savoir quels sont les avoirs de la commune dans telle ou telle ligne en temps réel. Je peux savoir qu'est ce qui est engagé et qu'est ce qui ne l'est pas* ».

Et son plaidoyer auprès de ses collègues maires ne tarde pas : « Je dirais à mes pairs que pour être suivi par ses collaborateurs, il faut pouvoir maitriser soit même l'outil. Une fois que le manager a mis du sien dans l'utilisation de l'outil, automatiquement il va amener ses collaborateurs à le suivre. Si le Maire n'est pas lui-même impliqué dans la manière de traiter les dossiers, vous avez beau faire des séminaires ça ne marchera pas. Je dis aux collègues que pour une traçabilité de la gestion, il est temps d'utiliser SIM_ba. Les adversaires ne peuvent plus vous attaquer sur ce plan. J'ai pu nouer des partenariats au Cameroun et à l'étranger grâce à la traçabilité produite par SIM_ba. Je formule le vœu que le PNDP ait de longs jours pour accompagner les communes. » ◆

Evelyne Juliette SAMBA OWONA MEILLON, Maire de la Commune de Ngoyla

« SIM_ba, partenaire idéal de la commune »

Ngoyla est certes une vielle commune, mais c'est une commune jeune dans l'application de tout, surtout de SIM_ba. De janvier 2015, date de l'installation du progiciel, à aujourd'hui nous sommes à jour. SIM_ba me sort une épine du pied, parce qu'il me permet aujourd'hui de pouvoir tirer tous mes états en temps réel. Je peux dire aujourd'hui que je produis mon compte de gestion en temps réel. Les comptes administratifs que j'ai pu rattraper sur les exercices écoulés, c'est SIM_ba qui m'a permis de les faire. Je peux dire que SIM_ba est un partenaire idéal de la commune de Ngoyla.

Vincent METANG METANG, Secrétaire Général de la Commune de Ngoyla

« Des avancées très rapides »

Aujourd'hui nous avons des avancées très rapides grâce à l'utilisation de ce progiciel. Nous produisons nos états financiers sans ambages. Ça nous permet également d'éviter les dépassements de crédit. La production du compte administratif ne nous prendra pas du temps car les données sont déjà saisies. Deux ateliers organisés par le PNDP à Bertoua nous ont permis d'approfondir l'utilisation du progiciel.

Est

Garoua Boulaï prescrit SIM_ba comme remède contre les fraudes

Infirmière de profession, Mme Esther Yaffo Ndoe, le maire de la commune de Garoua Boulaï, a une idée très précise de ce que l'informatisation de sa mairie lui a apporté comme satisfaction.

2 points essentiels : une meilleure exécution du budget et une disponibilité en temps réel de l'information sur les lignes budgétaires, outil précieux d'aide à la décision. Pour Mme Yaffo, c'est tout simplement un remède contre les erreurs et les fraudes qui est ainsi mis à la disposition des municipalités. Une position partagée par le receveur municipal, Joseph Happi, qui rappelle un propos cher au Directeur de la Comptabilité Publique au ministère des Finances : la constatation de droits.

Toutefois, soulignent en cœur MM. Happi et Bertin Kitio, Cadre Financier de la commune, il y a des aspects qui gagneraient à être utilisés dans SIM_ba pour une mise en œuvre optimale, mais aussi un fonctionnement en réseau pour que la récupération des données en amont et en aval se fasse avec beaucoup plus de fluidité. Car la commune ne dispose actuellement que d'un ordinateur, celui offert par le PNDP.

A titre de rappel, la commune de Garoua Boulaï tire ses principales ressources des droits de place sur les marchés, les loyers des immeubles communaux et les CAC. Pour l'avenir, elle est en train de construire un marché à bétail pour lever les impôts liés à la vente du bétail. ◆

Esther YAFFO NDOE, Maire de la Commune de Garoua Boulaï

« SIM_ba fournit des indicateurs financiers pertinents »

Conformément à l'instruction MINATD/MINFI, le PNDP a mis à notre disposition le progiciel SIM_ba. Cela nous met à la page et nous évite d'ordonner des dépenses sur des lignes épuisées. Il nous permet de retracer tout au long de l'année budgétaire des normes précises. Il fournit aux maires des indicateurs financiers pertinents. Lorsqu'on a besoin d'informations sur l'évolution du budget, en quelques secondes nous avons un résultat qui nous permet de mieux mettre en application notre budget annuel.

Joseph HAPPI, Receveur Municipal de la Commune de Garoua Boulaï

« Facilite la constatation des droits »

SIM_ba est un progiciel comptable approprié aux communes qui facilite le traitement des opérations comptables, tant au niveau de l'ordonnateur que du comptable. Le receveur municipal n'a plus besoin d'introduire les données dans la machine pour produire sa comptabilité. Il les récupère immédiatement via le progiciel SIM_ba et procède immédiatement à la constatation des droits en ce qui concerne les recettes et à la prise en charge en ce qui concerne les dépenses. On peut également recouvrer les recettes et payer les dépenses via le progiciel.

Bertin ONGOLO, Secrétaire Général de la Commune de Garoua Boulaï

« Les données ne se perdent plus »

Avec la gestion pratique manuelle qu'on avait, parfois les données se perdaient, il y avait pas un bon classement des données. Avec SIM_ba, il y a eu une évolution et une amélioration..

Bertin Octoli KITIO, Cadre Financier de la Commune de Garoua Boulaï

« Plus d'arriérés de salaire »

Avant, nous utilisions un progiciel différent selon qu'on était chez l'ordonnateur ou chez le comptable. Aujoud'hui, lorsque l'ordonnateur engage une dépense, le comptable n'a plus besoin de la saisir. Le Maire prend donc ses décisions en fonction des liquidités disponibles. Ce qui fait qu'aujourd'hui, nous n'avons pas d'arriérés de salaires, le Maire sait exactement ce qui est dans sa caisse, tous les fournisseurs de la commune sont payés.

Sud

La commune côtière prend le large dans sa gestion

Avec ses 40 kilomètres de côtes, ses 36 villages et 23 campements pygmées, la commune de Lokoundje, dans le domaine de l'informatisation de la gestion budgétaire et comptable, tient le peloton de tête des neuf communes de son ressort territorial dans le département de l'Océan et n'a aucun complexe par rapport aux 28 autres communes de la région.

La preuve en est l'appréciation élogieuse faite à la Trésorerie Générale d'Ebolowa pour le respect des délais de dépôt des états de synthèse. Le soleil des rapports entre la commune, la Trésorerie et la Chambre des Comptes est radieux. Toute la comptabilité 2014 ayant été rattrapée grâce à SIM_ba a été déposée à la Trésorerie et la copie de la Chambre des Comptes est en cours d'acheminement. Même les conseillers municipaux sont acquis à la cause de cette évolution qui, depuis l'installation du progiciel au sein de la commune leur permet de recevoir des documents faciles à lire. L'automatisation a accéléré le processus de traitement des données et enrayé considérablement les manquements dûs, jusque-là à la gestion manuelle.

SIM_ba a libéré les services financiers de Lokoundjé des retards et des fiches traditionnelles de suivi. Avec la centralisation induite par la mise en réseau, les dépassements de crédits qui constituaient aussi ici le ventre mou de la commune sont oubliés. Les incohérences régulières entre le compte administratif et le compte de gestion sont également oubliés. Ce qui, de l'avis du secrétaire général de la mairie, permet d'avoir un bon suivi et une évaluation automatique de l'exécution du budget.

Pour M. Bessala, le secrétaire général, celui qui a pensé à SIM_ba doit être félicité. Un exemple palpable de l'apport de SIM_ba réside dans l'amélioration des recettes liées à l'impôt libératoire. Au 1er trimestre de l'année 2015, les recettes se situent à 2 000 000 de FCFA environ, alors que l'année d'avant elles étaient à moins de 500 000 FCFA. C'est là le fruit du suivi efficient que SIM_ba permet d'avoir quotidiennement sur les lignes de recouvrement défaillantes ou peu productrices. Car lorsque le progiciel affiche par exemple zéro sur une ligne, le receveur ou le secrétaire général demande aux équipes de terrain ce qui se passe. Donc SIM_ba assure une traçabilité des recettes et des dépenses et garantit un maximum de transparence.

Le satisfecit sur la célérité comptable et budgétaire de SIM_ba est confirmé par le chef service des Collectivités Territoriales Décentralisées à la Trésorerie Générale à Ebolowa. Madame Marcelline Ngah se réjouit de toujours recevoir à temps les documents de Lokoundje.

A Lokoundje, on considère que le PNDP a fait beaucoup de bonnes choses, mais la mise à disposition du logiciel pour la gestion comptable constitue l'une des meilleures réalisations. ◆

Ferdinand Biko, 2ème adjoint au maire de Lokoundje

« Une cohérence entre l'administratif et le financier »

Le secrétariat général et la recette municipale qui utilisent SIM_ba nous font comprendre que ce logiciel de comptabilité offre une cohérence entre l'administratif et le financier. Les services financiers trouvent que l'entrée des données et leur traitement sont devenus rapides. Tout est devenu automatique au lieu des procédures manuelles. Le secrétariat général a donc un bon outil de suivi de l'exécution du budget. Les rapports qui sont présentés au niveau des conseils municipaux sont faciles à lire.

Oscarine Ehombé, Receveur Municipal de Lokoundje

« Nous produisons les comptes dans les délais »

L'arrivée de SIM_ba dans la gestion de la comptabilité des communes est très importante. A la Trésorerie générale à Ebolowa, nous avons été appréciés parce que nous avons produit notre comptabilité à temps. SIM_ba nous permet de respecter les délais de production de tous nos comptes. Avec SIM_ba c'est la fin du travail manuel très fastidieux dans la gestion comptable.

Guy Théodore Bessala, Secrétaire Général de la Commune de Lokoundje

« SIM_ba évite les dépassements de lignes budgétaires »

SIM_ba a permis d'être à jour et toutes les dépenses et recettes sont centralisées. Les réunions budgétaires hebdomadaires sont faciles, car SIM_ba nous permet d'avoir des états réguliers de nos dépenses et recettes. A chaque fois qu'un virement est effectué au niveau de la banque toute la chaîne est informée. SIM_ba nous a libéré des retards avec les fiches traditionnelles de suivi. Si le PNDP a fait quelque chose de bien dans la gestion comptable, c'est SIM_ba. Je l'explique à chaque fois à mes collègues qui pensent le contraire. S'il faut la transparence dans les mairies, il faut utiliser SIM_ba.

Avis des Trésoriers Payeurs Généraux

Honoré Fankam, TPG de Maroua

« Les communes adoptent SIM_ba»

Après la signature de l'instruction conjointe en 2012, il y a eu un séminaire sur la mise en place et l'appropriation de l'instruction par les divers bénéficiaires que sont les receveurs municipaux en premier. Nous avons constaté avec satisfaction que le PNDP a facilité l'implémentation de cette application dont l'appropriation à travers les formations est perceptible. L'aptitude du personnel communal ainsi que la formation sont des éléments à prendre en compte pour réduire les lacunes observées. Le PNDP a fait l'effort de mettre à coté des receveurs municipaux des Cadres Financiers, et n'eut été leur présence, le faible taux de dépôt des états à la Chambre des Comptes serait plus préoccupant. En ce qui concerne les communes qui sont dans les délais de production des balances, les taux ne sont pas encore ceux qu'on attendrait. Mais je constate que de manière cumulative, les communes commencent à s'y mettre.

Emmanuel EHOWE MOUSSIMA, TPG de Garoua

« SIM_ba améliore la qualité des documents »

Je dois dire que depuis que nous sommes arrimés à la modernité, le travail de nos collaborateurs des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) est de plus en plus amélioré. Nous avons d'ailleurs été félicités par notre hiérarchie parce que désormais nous envoyons les situations des CTD à temps, avec une qualité qui s'améliore de plus en plus. SIM_ba y est pour beaucoup, je le dis d'autant plus que l'application SIM_ba se fait souvent accompagner d'un ensemble de formations auxquelles j'ai le plaisir de prendre part en temps qu'encadreur. On constate au cours des échanges que les collaborateurs en demandent davantage. L'amélioration de la production des états de synthèse des communes de la région du Nord, est de l'ordre de 65%. Même sur le plan de la comptabilité de l'Etat, nous sommes leaders depuis trois ans.

Donatus NJI TABOH ACHU, TPG de Ngaoundéré

« Il faut revoir la question des reports »

L'utilisation de SIM_ba varie d'une commune à l'autre. Nous sommes en train de faire un inventaire de tous les problèmes identifiés pour améliorer les choses. Tous les états de synthèse qui me sont envoyés à la fin du mois ne sont pas très fiables, parce qu'il manque les reports de l'année antérieure. Pour le moment, on est dans les 32% de taux de couverture et de dépôt des états de synthèse. Certaines communes n'utilisent pas encore SIM_ba, mais des logiciels préexistants. Il est nécessaire de mettre un accent fort sur la formation, les contrôles et les corrections pour avoir un outil optimal pour les communes. Pour l'instant, je considère que SIM_ba est dans une phase test dans l'Adamaoua.

Jean Didier AFANE FONO, TPG de Bertoua

« Vers plus de reddition des comptes »

Jusqu'à ce jour nous connaissons, à quelques exceptions près, beaucoup de retard dans la production des états de synthèse. Or qui dit comptable public, dit reddition des comptes. Pour ce qui est des communes de l'Est, l'observation que nous faisons c'est que celles qui disposent du progiciel SIM_ba ont commencé à répondre à l'exigence de l'instruction conjointe MINATD/MINFI de 2012. S'agissant de la qualité des états produits, nous n'avons pas beaucoup d'observations négatives. Ce progiciel permet d'avoir une bonne lisibilité et des états à jour. Nous pensons que c'est grâce à cet outil que nous pouvons mieux suivre l'activité comptable des communes. Il serait souhaitable que SIM_ba soit aussi installé dans les Services des CTD logés dans les Trésoreries Générales, pour assurer un suivi plus proche de la gestion financière et comptable des collectivités locales.

Jean TAKA, Bamenda Paymaster General

« Still in process of appropriation »

One of our basic assignment consists in supervising the work of Municipal Treasuries. As a matter of fact we noticed with satisfaction the initiative taken by PNDP authorities to install SIM_ba software in all the councils of the North West Region. It's a glaring thruth that this software is a response to some preoccupations relating to the execution of budgetary and accounting operations according to the rules and regulations in force. Furthermore the use of SIM_ba software in councils should allow to fill the gaps created by lack or wrong credible summary periodic statements expected by decision makers. Among others suggestions, I could make to enhance the results expected from the use of SIM_ba FMIS : mayors should take appropriate measures to provide computers and solve maintenance problems in their respective councils ; finally, it would be laudable for PNDP to make available a functionality allowing centralization at the level of the General Treasury so as to permit a better coordination.

Interview

Charlie Martial Ngounou

SIM_ba garantit la qualité de l'information budgétaire et la comptabilité des CTD

Cheville ouvrière technique du Projet SIM_ba avec l'équipe d'AfroLeadership qui l'accompagne, le Chef Projet SIM_ba donne ici des précisions sur le progiciel et le rôle de la société civile dans le processus enclenché.

Le PNDP, l'AIMF et AfroLeadership viennent d'être distingués à Mexico avec le projet de modernisation de la chaîne budgétaire et comptable des communes du Cameroun pour la transparence budgétaire et fiscale à travers le progiciel SIM_ba. Pouvez-vous nous présenter ce progiciel ?

SIM_ba est un progiciel de gestion budgétaire et comptable édité par l'AIMF (Association Internationale des Maires Francophones, ndlr) et qui permet aux gouvernements locaux de maîtriser l'ensemble du processus budgétaire et comptable. Cela suppose la chaîne budgétaire et comptable qui prend naissance dans les services de l'ordonnateur, et s'achève dans les services du comptable public, en l'occurrence le receveur municipal dans les Communes.

SIM_ba se décline donc en plusieurs modules. Un module budgétaire qui permet de faire un suivi très rigoureux des autorisations budgétaires adoptées par le conseil municipal au début de chaque exercice. SIM_ba a aussi un module de suivi de la dépense en temps réel, qui offre à la Collectivité Territoriale Décentralisée de balayer l'ensemble du processus du côté de l'ordonnateur. Cela suppose l'engagement de la dépense, sa liquidation quand celle-ci est effectivement réalisée, puis l'ordonnancement de la dépense au niveau du comptable public, et bien entendu le paiement. Pour poursuivre sur cet aspect de la dépense, quand l'information parvient au comptable, touchant justement les mandats qu'il doit payer, le comptable prend en charge le mandat en question, qui est l'opération qui lui permet de constater la dette. Après cette prise en charge qui fait suite à la comptabilisation de la dépense, le comptable est fondé à payer si la trésorerie nécessaire est suffisante.

L'avantage de SIM_ba à ce point est justement son processus automatisé dans le respect de l'un des principes fondamentaux de l'informatique qui est celui de la saisie unique autant que faire se peut, dans le but d'éviter les ajouts d'erreurs imputables aux saisies multiples. Dans le cas de l'espèce, lorsqu'on a inséré l'information sur un engagement dans SIM_ba, il n'est plus nécessaire, sauf s'il y ades modifications en cours de route ou des opérations partielles, de toucher à l'information qui est rentrée au départ. Et ceci jusqu'à ce qu'on aboutisse à la production des états budgétaires et comptables. Cela suppose que, si l'information rentrée au niveau de l'engagement est bonne, toute la chaîne de flux qui découle de cette information sera forcément bonne. Une précaution qui garantit à notre sens la qualité de l'information budgétaire qui est produite à la fin. Ce qui garantit aussi la qualité de la comptabilité de notre collectivité territoriale dans son volet « dépenses ».

En plus nous avons un module de suivi des recettes. C'est un module extrêmement important qui permet même de faire le suivi de l'assiette fiscale. Il ne s'agit donc pas ici de la vision budgétaire tout court, mais de toute l'opération qui permet d'asseoir l'ensemble des recettes dans une Collectivité Territoriale Décentralisée et qui, ensuite, s'enchaîne dans la même logique que nous avons constatée au niveau de la chaîne de dépenses. Ça suppose l'assiette, l'alimentation de l'assiette en amont par l'ensemble des éléments taxables paramétrés au début de la chaîne, puis le transfert de l'ordonnancement de l'Ordre de recette au comptable, ensuite la prise en charge de l'Ordre de recette par le comptable et le recouvrement de l'Ordre de recette dans les formalités prescrites par la loi.

Nous avons également un module de gestion de la paie des salaires du personnel avec tout ce que cela implique comme charges sociales et fiscales qu'il faut nécessairement payer aux institutions qui ont la charge de les collecter. C'est un module extrêmement utile à l'Ordonnateur en ce qui concerne le traitement des salaires.

Du côté du comptable, l'AIMF a tenu à ajouter un module de gestion de la trésorerie, au sens propre du terme. Cela suppose qu'on est capable au niveau de SIM_ba de faire une gestion de la caisse, donc des espèces, autant que la gestion de tous les comptes de trésorerie donc les comptes bancaires, les rapprochements bancaires, les opérations de pointage et de chèque, etc. D'ailleurs, lorsqu'on fait une utilisation optimale de SIM_ba, on peut même générer des fichiers magnétiques pour des paiements électroniques auprès des institutions qui ont mis en place un protocole de paiement électronique comme la BEAC (Banque des Etats de l'Afrique Centrale, ndlr), pour ce qui touche à SYSTAC, ou bien comme le Trésor public, pour ce qui touche à EDIT DATA. Et à l'heure actuelle on peut le dire, ce sont des procédures qui sont parfaitement utilisées au niveau de la Communauté Urbaine de Douala, qui est le site le plus évolué dans l'utilisation de SIM_ba sur le continent.

Alors, SIM_ba évidemment comme tout logiciel n'est pas un produit parfait. Il se nourrit de l'histoire des hommes qui l'utilisent et à ce titre, il tient compte du temps de préparation et d'ajustement nécessaire auquel les collectivités doivent s'astreindre pour passer à la Budgétisation Programme qui est devenue aujourd'hui une réforme fondamentale de notre système de gestion publique. Aussi, l'AIMF a-t-il conçu et ajouté un module de gestion de budgetprogramme qui est d'ailleurs en cours de test fonctionnel à la Communauté Urbaine de Douala depuis l'exercice 2014.

Nous avons également en test fonctionnel à la Communauté Urbaine de Douala, un module sur la gestion des marchés publics. C'est un module qui assure la prise en charge, non pas de la partie administrative des contrats publics, mais de tous les aspects budgétaires et comptables d'un marché public. Cela suppose la gestion des lots de marchés, la gestion des dépenses, la gestion des cocontractants, la gestion des diverses retenues et de toute la fiscalité qui entoure la gestion des marchés. Ce module offre l'opportunité, comme il est de coutume à l'AIMF, d'être interfacé directement au module de gestion de la dépense pour éviter les ressaisies. Ce qui fait que lorsqu'on a un marché, on n'a pas besoin de saisir à nouveau le marché dans le module de dépense pour les procédures qui s'en suivent, notamment la liquidation, l'ordonnancement, la prise en charge et le paiement. Ces étapes sont prises en charges automatiquement.

Avec SIM_ba, l'important pour en tirer le meilleur parti, est de s'astreindre aux exigences du régime financier des collectivités territoriales de Juillet 2009, et notamment en tenant une comptabilité au jour le jour.

Un Programme gouvernemental est honoré, avec ses partenaires que sont l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) et AfroLeadership, qui est une organisation de la société civile. Mais quel est précisément le rôle de la société civile dans la réforme des finances publiques au Cameroun ?

D'un point de vue global, aujourd'hui la société civile est reconnue dans toutes les grosses institutions mondiales qui touchent les questions de finances publiques comme un partenaire essentiel du développement. Je vais citer à cet égard toutes les recommandations formulées dans les codes de transparence du Fonds Monétaire International, de l'OCDE, de la Banque Mondiale, et des institutions pluri-acteurs comme le Global Initiative for Fiscal Transparency (GIFT), qui ont même réussi à faire voter par l'Assemblée générale des Nations Unies, une résolution pour encourager la transparence, la redevabilité et la participation citoyenne en matière de finances publiques.

La démarche d'AfroLeadership, qui à l'instar d'autres organisations de la société civile, entreprend de travailler sur cette thématique, est quelque chose qui est dans le sens de l'histoire. Au Cameroun, quand nous avons commencé à travailler sur cette question, nous avons remarqué que l'une des difficultés, reconnue d'ailleurs par les administrations camerounaises elles- mêmes, c'était l'absence d'informations. Nous ne sommes pas encore sortis de cette difficulté, puisque parfois l'information est produite, mais elle n'est pas disponible, à cause justement de toutes les contraintes que nous pouvons avoir en matière de publication de l'information et des mécanismes de mise à disposition de celle-ci au citoyen.

Il faut reconnaître que parfois, l'information est difficile à produire à cause des contraintes techniques inhérentes à la nature même de certaines de nos administrations. Sur ce point, les Collectivités Territoriales Décentralisées n'ont pas toujours la ressource humaine et logistique nécessaire pour produire l'information qu'elle doit mettre à la disposition du public. Et quand bien même l'information est produite, on n'est pas toujours sûr que l'information est mise à la disposition du public au bon moment et dans les formats exploitables.

Nous avons donc voulu prendre avantage des dispositions du régime financier des Collectivités Territoriales Décentralisées de juillet 2009 pour exploiter l'obligation faite aux gouvernements locaux de mettre l'information à la disposition des citoyens. Ces dispositions rejoignent bien entendu celles du régime financier de l'Etat de décembre 2007. Il faut souligner que cette obligation de mettre l'information à la disposition du citoyen ne vise pas une opposition ou une adversité quelconque envers les administrations publiques. C'est surtout pour favoriser la redevabilité sociale qui induit de la part du citoyen de veiller à ce que les acteurs publics réalisent les promesses qu'ils font.

Là est en réalité le rôle de la société civile et du citoyen tout court. La société civile étant considérée comme des groupes organisés de citoyens. Ces principes de redevabilité sociale devrait aller jusqu'au citoyen pris individuellement, lequel a une certaine obligation éthique, du fait qu'il est citoyen, de participer à la bonne marche des affaires du pays en s'intéressant à la réalisation des infrastructures, des investissements, à la fourniture des services aux populations. Et à ce moment, l'intérêt que SIM_ba a pour la société civile, c'est que le progiciel permet effectivement aux gouvernements locaux des Collectivités Territoriales Décentralisées de produire l'information plus rapidement et de la mettre à la disposition du public dans des formats ouverts, et donc facile à exploiter avec les outils d'analyse du moment.

Vous avez certainement déjà entendu parler de l'Open Data qui est devenu aujourd'hui une espèce de rengaine permanente. D'ailleurs, vous m'interviewez au moment où AfroLeadership est invité à l'Open Data Governance Partnership qui est une initiative multi-acteurs qui a été mise en place il y a quelques années pour encourager les gouvernements à l'ouverture des données. Nous y allons justement pour parler du projet que porte le Gouvernement de la République au Cameroun pour favoriser la production de l'information budgétaire et comptable, et sa mise à disposition aux institutions publiques et aux citoyens. Il faut dire que le Cameroun n'est pas encore membre de l'organisation Open Government Partnership, mais à cause de ce projet SIM_ba qui est porté par plusieurs acteurs, notamment le PNDP, les partenaires au développement, le Ministère des finances et celui en charge de la Décentralisation, ce projet a été retenu comme l'une des meilleures pratiques dans le monde à côté de quatre autres projets du Brésil, de Philippines, du Mexique et d'un consortium de plusieurs organisations internationales.

Nous sommes en droit de croire que le Cameroun va bientôt prendre la place qui la sienne au sein de ce partenariat pour l'ouverture des données, car heureusement le gouvernement y travaille. Aujourd'hui, il y a une notion à Open Gouvernance Partnership (OGP) qui demande qu'on puisse encourager les collectivités à s'arrimer aux principes de l'OGP sans nécessairement attendre que le gouvernement y soit au préalable. Car en définitive, le gouvernement, c'est une toute autre architecture. Mais les collectivités territoriales qui jouissent d'une certaine autonomie et même d'une liberté d'administration peuvent aujourd'hui, si elles en ont les possibilités, libérer les données, les mettre à la disposition des citoyens qui pourraient y ajouter leur propre valeur.

On entend parler de toutes ces possibilités qui existent dans les pays occidentaux où on peut par exemple, savoir rapidement par quel moyen ou par quelle route on peut passer pour éviter un embouteillage. Des solutions toutes simples, à fortes valeurs ajoutées pour les villes, construites autour des données produites par les administrations publiques et mises à la disposition du public. C'est l'objectif que nous visons pour notre pays. Pour qu'on y arrive, il faut que tout le monde, les acteurs publics, la société civile, le secteur privé, les citoyens, puisse travailler ensemble à ajouter de la valeur à ce qui existe déjà. Il faut donc que l'information soit abondamment et toujours disponible. Pour ce qui touche l'information budgétaire et comptable, nous nous réjouissons de l'adhésion progressive et permanente des Collectivités Territoriales Décentralisées à SIM_ba pour une utilisation optimisée. De plus en plus les maires demandent à construire un réseau informatique, une extension de l'utilisation de SIM_ba au sein de leur Commune en vue de son utilisation plus optimale de ce progiciel. C'est un bon signe qui montre que les maires ont compris que ce projet est à leur avantage, mais aussi à l'avantage de toute la communauté d'acteurs qui travaillent pour le développement de notre pays.

Les partenaires institutionnels parlent...

Sylvester MOH - Directeur Général du Trésor et de la Coopération Financière et Monétaire, Ministère des Finances

« La production des comptes de gestion est le ventre mou de la comptabilité publique »

Le 10 janvier 2012, le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (Minatd) et le Ministère des Finances (Minfi) ont conjointement procédé à la signature de l'instruction n°79/IC/Minatd-Minfi relative à la tenue de la comptabilité des Collectivités Territoriales Décentralisées. Il s'agissait là d'un moment fort qui venait ainsi compléter et rendre opérationnel l'arsenal législatif et réglementaire définissant les modalités de gestion des collectivités locales, notamment celles relatives aux procédures budgétaires et comptables. Rédigée dans un style simple, cette instruction est venue préciser les rôles de l'ordonnateur et du comptable tant en ce qui concerne l'exécution des budgets que pour ce qui est des procédures de gestion et du suivi de la situation patrimoniale des collectivités locales.

Je fais le pari que ces deux intervenants ont là une boussole pour les guider dans l'exercice quotidien de leurs attributions respectives tout en gardant en ligne de mire l'ensemble du dispositif légal et réglementaire non contraire préexistant. Avec un taux moyen de 10%, la production des comptes de gestion est le ventre mou de la comptabilité publique en général et des recettes municipales en particulier. La réforme actuelle pourrait donc permettre d'inverser cette tendance en la rehaussant.

Serge ABOUEM à BOUL - Directeur de la Comptabilité Publique, Ministère des Finances

« Nous passons normalement dans ce qu'on appelle les droits constatés »

Nous nous réjouissons de cette donation par l'AIMF à nos Collectivités Territoriales Décentralisées du progiciel intégré SIM_ba qui permet à l'ordonnateur et au comptable d'exécuter le budget selon la même nomenclature harmonisée. Il va de soi que cela va améliorer les délais de reddition des comptes, mais aussi la qualité des comptabilités et la célérité en matière de contrôle. Cela va avoir un impact sur la gouvernance financière. La hiérarchie pourra avoir l'état d'exécution des budgets communaux au jour le jour ou à défaut chaque mois. Nous pourrons ainsi effectuer des contrôles plus serrés.

La différence entre aujourd'hui et hier, c'est d'abord au plan technique. Nous passons normalement dans ce qu'on appelle les droits constatés. Jusqu'ici, l'exécution du budget était faite selon des écritures qui ne permettaient pas de savoir quelles étaient les créances et les dettes de la commune. Aujourd'hui, il y a la possibilité pour l'ordonnateur à partir de son bureau de savoir exactement quel est le stock de créances à recouvrer et comment il peut déployer l'activité dépensière. Ce qui permet de procéder à des anticipations. Cela permet aussi d'éviter une prolongation des délais de paiement et fait en sorte que les maires puissent payer comme l'Etat dans les deux à trois mois.

Pierre BAILLET - Secrétaire Permanent, AIMF

« Nous sommes au début d'un partenariat »

Nous sommes au début d'un partenariat. Il y a encore énormément de choses à faire au Cameroun. Mais les comptes rendus sont excellents. Là-dessus, je n'ai aucun souci à me faire. Il y a une structure qui se montre très solide, le PNDP, et l'expertise de notre partenaire technique au Cameroun, Charlie Martial Ngounou, qui met en œuvre SIM_ba dans les communes.

L'important c'est de mettre tout ce monde en parfaite cohésion et que celle-ci nous aide à nous développer. Non pas l'AIMF qui est complètement autonome, mais davantage les populations bénéficiaires et les élus locaux.

Jean Marie RENNO - Conseiller AIMF, Ingénieur en Chef SIM_ba

« L'AIMF souhaite que les villes améliorent leurs recettes propres »

L'AIMF souhaite que ces villes améliorent leurs recettes propres de manière à ce qu'elles financent elles-mêmes des projets comme ceux touchant à l'adduction d'eau, de leur donner plus de confiance face aux bailleurs ou d'amener les villes à accéder à l'emprunt, à l'exemple des pays du Nord où la principale source de financement des villes, c'est l'emprunt.

L'amélioration des finances locales doit permettre, une meilleure redevabilité de l'action municipale et encourager les citoyens à payer leurs impôts, et c'est l'enjeu de la gouvernance locale.

Etat de mise en oeuvre au Ie semestre 2015

L'année 2015, comprise dans la période transitoire entre la 2ème et 3ème phase du programme sous financement IDA, a établi un plan de travail qui prévoit le démarrage effectif des activités du volet agricole, les activités liées au REDD+, la mise en place et l'appui aux radios communautaires et le volet HIMO en appui au PRODAT. Le taux d'exécution du budget du 1er Semestre 2015 se situe à 18 % sur la base des décaissements. Le bilan des activités réalisé au cours de 1er Semestre 2015 se présente comme suit :

- **Actualisation et élaboration des PCD**

Le processus d'actualisation des PCD a connu une avancée au cours de ce semestre. Parmi les 88 en cours d'actualisation, 18 ont pu être finalisés.

État de mise en œuvre	AD	CE	EN	ES	LT	NO	NW	OU	SU	SW	Total
Actualisation	17	45	23	-	-	14	-	30	19	-	148
Elaboration	4	19	24	31	23	7	31	10	6	25	180
Total	21	64	47	31	23	21	31	40	25	25	328

- **Recrutement et prise en charge des agents communaux**

La situation des communes en termes d'agents recrutés montre que 07 nouveaux postes d'agents sont actuellement vacants.

Région		AD	CE	EN	ES	LT	NO	NW	OU	SU	SW	Total
Agents financiers (AF)		19	52	39	28	16	18	30	35	19	22	278
Agents techniques (AT)		20	54	45	28	20	18	30	36	19	24	294
Postes vacants	AF	2	12	8	3	7	3	1	5	6	3	50
	AT	1	10	2	3	3	3	1	4	6	1	34
Total		42	128	94	62	46	42	62	80	50	50	656

- **État de mise en œuvre des microprojets (MP) au 1er Semestre 2015**

	Phase I			Phase 2				Total
	MP fin 2009	*MP sur C2D*	*Total phase 1*	*MPfin 2013*	*MP fin 2014*	*1er Semestre 2015*	*Total Phase II*	
Nombre de MP	689	280	969	1925	566	358	2849	3818
Passation des marchés					0	349	349	349
En cours					345	8	354	353
Achevés	689	280	969	1925	221	1	2147	3116

NB : ce tableau reprend uniquement les microprojets d'infrastructures. Les microprojets de formations (CEFAM) ne sont pas comptabilisés ici.

Répartition des microprojets de la phase 2 par région selon le niveau de mise en œuvre 75,4 % des microprojets ont pu être achevés à date.

Région	Achevé	En cours	Non démarré	Total général
Adamaoua	299	17	4	320
Centre	324	49	39	412
Extrême nord	257	49	74	380
Est	271	56	91	418
Littoral	176	51	20	247
Nord	154	30	28	212
Nord-Ouest	243	44	46	333
Ouest	131	16	23	170
Sud	116	4	20	140
Sud-Ouest	176	37	4	217
Total	2147	353	349	2849

Répartition des microprojets phase 2 par bailleurs

Région	AD	CE	EN	ES	LT	NO	NW	OU	SU	SW	Total
C2D	32	189	370	303	164	130	212	55	19	85	1559
IDA	288	223	10	115	83	82	121	115	121	132	1290
Total	320	412	380	418	247	212	333	170	140	217	2849

- **Balances produites au 30 juin 2015 avec le logiciel SIM_ba**

55 nouvelles communes ont pu bénéficier du déploiement de l'application SIM_ba ainsi que des formations ; ce qui permet aujourd'hui d'évaluer à 328 le nombre de communes couvertes.

Région	Nombre de balance au 30 juin 2015 produites	Nombre de communes cible	Pourcentage
AD	18	21	85.7 %
CE	40	64	62.5 %
ES	25	31	80.6 %
EN	15	47	31.9 %
LT	14	23	60.9 %
NO	18	21	85.7 %
NW	16	31	51.6 %
OU	15	40	37.5 %
SU	8	25	32 %
SW	15	25	60 %
TOTAL	184	328	56.1 %

Ouest - Electrification rurale

Le PNDP accorde plus de 31 millions de FCFA à Babadjou

L'investissement a été accordé par le Programme National de Développement Participatif (PNDP) dans la commune de Babadjou située dans la région de l'Ouest.

Les besoins des populations exprimés dans le Plan Communal de Développement ont été pris en compte dans le département des Bamboutos, région de l'Ouest. Les habitants des localités de Bamedousso et de Tong Bawa avaient émis le vœu de sortir de l'obscurité. Répondant à ce désir, le PNDP a accompagné la commune dans deux projets d'électrification des deux localités. Le premier microprojet d'extension et de distribution de l'électricité a porté sur 2,2 km et a bénéficié d'un appui de 18.378.186 FCFA dans la localité de Bamedousso. A Tong Bawa, 2,12 km ont été financés à hauteur de 16.724.030 de FCFA par le PNDP grâce au financement C2D. La réception définitive de ces installations a eu lieu le 26 août 2015 en présence des responsables régionaux et départementaux du Ministère de l'Energie et de l'Eau. La contribution du PNDP à la réalisation des différents microprojets correspond à 90% du coût global des travaux. La commune assurant les autres 10% sous le contrôle du Ministère des Marchés Publics. ◆

Ouest - Kouoptamo

Les bons points du PGDT

L'évaluation de la mise en œuvre du Projet de Gestion Durable des Terres (PGDT) dans la commune de Kouoptamo, département du Noun a eu lieu le 17 septembre 2015. Elle a permis à l'exécutif communal et aux responsables du Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable de faire un bilan sur cette initiative financée à hauteur de 16.897.829 FCFA issus du Global Environnemental Fond (GEF). Elle a permis le reboisement et l'aménagement des alentours du Lac Petpenoun par une proteacée depuis 2011. Le projet se poursuit par la mise en terre de nouveaux plants de reboisement au même moment avec l'utilisation des espaces environnants pour la culture du haricot. L'équipe d'évaluation a encouragé la commune à poursuivre la pérennisation de ce projet de protection de l'environnement à Kouoptamo. ◆

Ouest - Composante REDD+

La Note d'Idées de Projet restituée

En date du jeudi 27 Août 2015 s'est tenu dans la salle des Actes de la Commune de Bangangté, l'atelier de restitution et de validation des livrables de la prestation de l'Organisme d'Appui Local (OAL) Action for Sustainable Development (ASD).

En effet, le groupement des Communes de Bana, Bangangté et Bangou a bénéficié de l'élaboration d'une Note d'Idée de Projet (NIP) REDD+ sous la conduite technique de l'OAL ASD pour une durée contractuelle de 60 jours. Le processus REDD+ a été développé par les pays membres de la Convention Cadre des Nations Unies pour les Changements Climatiques comme un outil pertinent dans la lutte contre les effets néfastes de la déforestation et la dégradation des forêts sur le climat mondial.

Le PNDP a reçu un appui financier dans le cadre du deuxième C2D pour la mise en œuvre d'une composante REDD+ qui vise la mise en œuvre de cinq (05) projets pilote REDD+ communaux ou intercommunaux.

A l'Ouest, c'est l'idée de projet du groupe des Communes de Bana, Bangangté et Bangou qui a été retenu. Un atelier de lancement officiel du processus d'élaboration de ladite note d'idée de projet s'est tenu à Bana le jeudi 09 Juillet 2015 et les premiers drafts de livrables transmis à la Cellule Nationale de Coordination du PNDP pour amendement. Une mission de supervision s'en est suivie les 07 et 08 Août 2015, et des recommandations techniques ont été apportées aux premières moutures des livrables transmis à la CNC. Au terme de l'atelier, les livrables ont été validés par délibération intercommunale sous réserve de l'intégration des améliorations faites séance tenante. La date du jeudi 03 Septembre 2015 a été donnée à l'OAL comme date buttoir de l'intégration desdites observations et transmission des documents finalisés au PNDP.

Cet atelier était présidé par le Préfet du Ndé en présence des Maires de Bana, Bangangté et Bangou avec la participation des Chefs Service de Développement Local des Départements du Haut-Plateau et du Haut-Nkam, des Délégués Départementaux du MINEPDED, MINFOF, MINDCAF, MINEPIA et MINADER, des autorités traditionnelles desdites Communes et des Organisations de la Société Civile. ◆

West

PNDP at the heart of this year's decentralization day

The commemoration of this year's African Day for Decentralization, Local Governance and Local Development on August 10 served as occasion for the PNDP to showcase its contribution towards the achievement of those goals. Celebrated for the first time in 2012 in member-countries of the All-African Ministerial Conference on Decentralization, the PNDP CR-W team used the event to tell the world how much the program had weighed in on the quest to fully transfer competences to local government authorities. This was done through the exhibition of photographs of the program's projects, its publications. Roundtable talks during the event organized with support from PADDL-GIZ and the guild of journalists in the region, hinged on how much ground the region had covered as far as decentralization is concerned, given that 2015 is the year set as deadline for competences to have been fully transferred. Main speakers at the roundtable included the Secretary General at the West Governor's office who represented the Governor, the Secretary General of United Towns and Cities of Cameroon, the regional delegates of MINTP, MINEE, MINEPAT, the Mayor of Bangangte and the civil society organization RIDEV. The event was heavily attended by local government and government officials, the civil society and other bodies. ◆

Ouest

Les communes formées à l'élaboration des PIA et actualisation des CDMT

La Cellule Régionale de Coordination du PNDP Ouest a organisé à Bana du 28 au 30 Septembre 2015 un atelier de renforcement des capacités des Maires, des Secrétaires Généraux, des Cadres Communaux de Développement sur l'élaboration du Plan d'Investissement Annuel (PIA) et l'actualisation du Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT). Cet atelier était présidé par le Délégué Régional du MINEPAT et animé par les Cadres régionaux du PNDP. Ont également pris part à cette rencontre, les Délégués Départementaux du MINEPAT et les Chefs Services Développement Local (SDL) des Préfectures de l'Ouest.

Les Communes de l'Ouest comme toutes les autres Communes du Cameroun vont bientôt se lancer dans l'élaboration de leur Plan de Campagne.

Si la méthodologie d'élaboration des PCD selon le Guide produit par le MINEPAT a le mérite d'aboutir à l'élaboration d'un Plan d'Investissement Prioritaire (PIA et CDMT) pour l'année n+1, elle ne présente pas la méthodologie d'élaboration du PIA et d'actualisation du CDMT de l'année n+2. Ainsi, il était nécessaire qu'une méthodologie d'élaboration des PIA soit esquissée et discutée. Le but recherché ici était de rendre aptes les principaux acteurs de développement des Communes à la prise en compte des projets prioritaires inscrits dans leur PCD et des critères objectifs relatifs à la programmation lors de l'élaboration de leur PIA et l'actualisation de leur CDMT.

Cet atelier a permis également de dégager les rôles de chaque maillon du processus au niveau des Communes, plus particulièrement celui du CCD en tant que homme de terrain et celui du Maire en tant que facilitateur du travail dudit Cadre.

Les participants à cet atelier d'élaboration du PIA et l'actualisation du CDMT ont tenu à marquer leur satisfaction à l'endroit du Programme pour de telles initiatives. ◆

Centre

Deuk waits for its CDP

The town hall of Deuk hosted a workshop to restitute a revised report of the municipality. Participants amongst others included the Mayor, his deputies and councilors, the senior divisional officer of the Mbam and Inoubou, divisional delegates from the various ministries, traditional authorities, representatives of the civil society and the Regional Coordinator of the PNDP for the Centre, represented by the regional monitoring and evaluation officer.

The workshop consisted essentially in validating or correcting data collected on the field by the Local Support Organization which carried out different diagnoses namely the Urban Space Diagnosis, the Council Institutional Diagnoisis and the Sectorial Village by Village Diagnosis. The presence of this large variety of actors has allowed for the enrichment of the data.

With a little more background work still left to be done, the LSO fully aware of the shortcomings says the last knots and bolts will be tied in time for Deuk to continue on the road to devising its CDP. ◆

Centre

Essang kicks off Mfou's quest for a Communal Development Plan

The Mfou Council has set off on a process of participatorily involving all development stakeholders toward the identification, analysis and documentation of their felt human, material and financial needs and to collectively ensure the follow up of the execution of all development initiatives within the municipality.

This began with a pilot participatory village diagnosis (DPNV) that spanned july, 3 and 6, 2015 in Essang, one of the villages in the municipality; a key step in the elaboration of Mfou's Communal Development Plan (CDP).

This is within the framework of the implementation of the tripartite agreement signed between Local Councils, the National Community Driven Development Programme (PNDP) and some Local Support Organisations (LSO).

The LSO, Centre Chrétien de Developpement grouped the inhabitants into social and professional clusters; men, women and youth, which were guided in the process of collating the problems they face in various areas of their daily lives and means through which they could possibly rid themselves of the impediments. This was followed by a restitution of the village diagnosis report by sector during session which brought together all the groups.

Participants included amongst others, the LSO and its 43 planners, the Mayor of Mfou, and the entire population of Essang which was particularly urged by Mr. Thomas Ongon of the PNDP Regional Coordination Unit for the Centre to take complete ownership of the process and give maximum support to the technical staff charged with collecting data.

Mr. Ongon and the robust team he led were on hand with invaluable assistance for the LSO including advice and adjustments.

Mr. Ekeme Isaac, the National Training and Capacity Building Officer and Azebaze Willy, the regional Trainning and Capacity Building Officer for the Cente called on all stakeholders to put their hands on deck and work toward the success of the activity, which is designed to increase investments in the municipality thereby reducing poverty, diseases, improve on governance and the standard of living of the population.

The impressive turn out in Essang, though during the holiday period, testified of the people's resolve to take ownership of the planning process. They were reminded of the need to wield their power of decision and action on their development. As a result, the villagers themselves at the close of the data collection chose eight priority projects and set instituted a Follow up Committee to monitor the implementation of micro projects. ◆

Ouvrages communaux

Le PNDP Centre met l'accent sur la pérennisation

La Cellule Régionale de Coordination du Programme National de Développement Participatif (PNDP) dans la région du Centre a réuni les populations et les élus locaux sur la nécessité de préserver les ouvrages financés par le PNDP.

Thomas Ongon, le Coordonnateur Régional du PNDP dans la région du Centre a choisi l'approche théorique et pratique pour attirer l'attention des populations locales et des élus locaux sur la nécessité d'entretenir les ouvrages construits dans leur commune. Cela fait suite à un constat général qui montre que les ouvrages construits sont soit défectueux avec des pannes dues à une mauvaise utilisation, soit qu'ils sont mal entretenus du fait d'une mauvaise organisation des populations bénéficiaires de ces ouvrages.

Pour inverser la tendance, le PNDP a réuni du 28 juillet au 01 août 2015 les élus locaux de la région du Centre, les Secrétaires généraux de mairie et les populations à Eséka. Usant de la carotte et du bâton, l'équipe du PNDP a tenu à encourager les populations locales qui participent à l'entretien de leurs ouvrages. Aux mauvais élèves, il a souligné l'importance de mettre en place des Comités de Gestion (COGES) dynamiques pour assurer l'entretien des ouvrages. Les Cadres Communaux de Développement (CCD) sont les premiers acteurs impliqués dans cette stratégie. Le Coordonnateur régional du PNDP dans la région du Centre a prévenu que les « financements futurs du PNDP prendront compte de l'état des ouvrages déjà réalisés.» Afin de mieux passer le message, l'équipe du PNDP-Centre a effectué des descentes de terrain dans les villages Song-Bassong et Eséka-village pour une mise en situation des agents communaux.

Willy Azébazé, le responsable formation de cette Cellule Régionale de Coordination a aussi insisté sur l'importance de la mise en place des COGES avant le début des travaux. Ces COGES doivent assurer le suivi des travaux afin de corriger spontanément tout éventuel malfaçon en cours de construction d'un ouvrage. Le Coordonnateur de la CRC-Centre a, à chacune de ses interventions, donné aux participants et surtout aux CCD des notions essentielles et les techniques élémentaires d'animation communautaire. Il a aussi attiré l'attention sur la gestion des problèmes récurrents rencontrés dans différents types d'ouvrages ainsi que les démarches à entreprendre pour leur résolution.

La formule du « carré d'or » retenue dans la gestion des ouvrages hydrauliques a été expliquée aux participants. Il s'agit d'une sorte de service après-vente pour les bénéficiaires de l'ouvrage. Elle met en relation sous forme de contrat la mairie, le COGES, un fournisseur de pièces de rechanges et un artisan réparateur afin de limiter les coûts élevés, et surtout les escroqueries dont pourraient être victimes les populations en cas de panne d'une pompe à motricité humaine ou d'un forage. Si le bilan de cette formule est appréciable dans les communes, le PNDP recommande la multiplication de telles stratégies dans d'autres secteurs comme l'éclairage public, l'entretien routier, ou encore des salles de classes construites pour l'amélioration de leurs conditions de vie. ◆

Centre - Marchés publics

Le PNDP met les exécutifs municipaux à niveau

La Cellule Régionale de Coordination du Programme Nationale de Développement Participatif (PNDP) a organisé le 16 juillet 2015 un atelier de renforcement des capacités des exécutifs municipaux dans le domaine de la passation des marchés publics. Tous les délégués départementaux du MINEPAT et du MINMAP sous la conduite de leurs Délégués régionaux étaient présents à ces travaux qui se sont déroulés à Nkolafamba. Les participants ont abordé des questions de fond permettant de faire la différence entre demandes de propositions, demandes de cotations et appels d'offres ouverts. Des éclairages ont ainsi été donnés sur la question autour de la situation contractuelle des organismes d'appui local. Les responsables des services déconcentrés du Ministère des Marchés Publics ont rassuré les élus locaux et les agents municipaux de leur disponibilité en cas de besoin. Une collaboration indispensable pour la mise en œuvre efficiente des projets de développement local financés par le PNDP dans les Collectivités Territoriales Décentralisées. ◆

Ebebda on 2016 planning process

Attention to detail and the need for a job done satisfactorily prodded the Regional Coordination Unit for the Centre to once again put its boots on the ground for the Ebebda Council's planning process to be rounded off.

On august 28 a planning seminar took place at the Ebebda town hall which brough together the mayor, municipal councilors, the secretary general, the regional training and capacity building officer for the centre Mr. Willy Azebaze, a representative of the Local Support Organization NODDEL, traditional rulers, heads of the different commission and council agents.

Beyond seeking to round off the council's planning process, the meeting sought to look into the municipality's annual investment plan, spending in the medium term and install a follow up committee for the Communal Development Plan.

After intense brainstorming the missing pieces to the puzzle were found, allowing for the completion of the annual investment plan and the spending in the medium term, while fully taking the key projects in the plan. ◆

La commune de Bibey a son PCD

L'adoption du Plan Communal de Développement (PCD) a eu lieu le 14 Août 2015. La séance d'approbation a été présidée par le préfet du département de la Haute Sanaga. L'approbation de ce document de planification communale a été précédée par un atelier de validation. L'occasion a ainsi été donnée aux populations représentées par les chefs traditionnelles et aux élus locaux d'apporter des amendements sur le diagnostic réalisé dans l'ensemble des villages de la commune par l'Organisme d'Appui Local.

64 communes à l'école du PRO-ADP

La phase d'actualisation du progiciel PRO-ADP servant à l'évaluation de l'impact du développement dans les communes partenaires du PNDP a eu lieu au début du mois de juillet 2015. Les participants venus de 64 des 70 communes de la région du Centre ont reçu des formations en vue d'actualiser et de consolider leurs différentes bases de données. Par des séances de brainstorming, la nouvelle matrice pour la situation et l'état d'avancement des Plans Communaux de Développement a été mise à jour.

North west

17 mayors trained at CEFAM

From July 26 to August 7, 2015, 17 substantive Mayors of Councils of the North West Region received CEFAM's Cycle III training in Buea with funding from PNDP.

The launching ceremony was presided over by the Regional Coordinator PNDP-NW, Mr. Bruno Daniel Nkanjo and the Director of CEFAM, Mr. Hagbe Mathieu.

The underlying objective of the training which the mayors were called upon to scrupulously follow, Mr. Nkanjo said, was to build their capacities so that these can be translated in improved governance of their municipalities.

The PNDP was expecting far-reaching transformations in their councils at the end of this workshop, Mr. Nkanjo added. The opening speech by the Director of CEFAM presented the key elements of the training titled CYCLE 3: "Parciticipatory Management and Resource Mobilization for Effective Local Development".

While thanking the National Coordinator of the PNDP for enabling CEFAM to give Cycle III trainings to local council actors, Mr. Hagbe noted that it was the first time his Institution was drilling 17 substantive Mayors from the North West Region.

Specifically the participants, at the end of the training were expected to be able to: describe the functioning of the council and services within the context of decentralization in Cameroon; identify approaches to effectively manage their collaborators and staff; apply various leadership roles in promoting good local governance; and elaborate strategies for promoting local economic development.

During the training the Mayors lauded the PNDP's decision to send them to CEFAM for the training. Most of them confessed that up to when they were invited for the training, their management of their Council's had been "blind".

At the end of the training, it was observed by all the parties' involved; CEFAM, PNDP and the Mayors themselves, that all the set objectives had been met. The Mayors expressed satisfaction at the opportunity accorded to them to hone their management skills and pledged to turn the fortunes of their councils around. After the training, another set of 17 Mayors expected to be trained in the Region have been mounting pressure on the CRC-NW team for their own session to be organized soonest. ◆

South West

Contracts scanned in Mudemba

On July 29, CRC-SW steered a meeting of government representatives, municipal administrators and contractors in Mundemba to unclog the wheels of three development projects worth 106,515,495 FCFA that have stuttered since the contracts were awarded way back in 214. These include: a waiting station in Iloini (Bamusso), the rehabilitation and extension of the AEP linking Madie Ngolo and Maboka Ngolo all in Toko and a market, toilets and stand tap in Difenda (Dikome Balue). The meeting was chaired by the Senior Divisional Officer for Ndian and attended by the mayors, development officers and controllers of the three councils as well the contractors concerned and the divisional delegates of MINMAP, MINTP and MINEPAT. The come together sought to assess how much progress had been made with the projects, identify and analyze hurdles so as to devise solutions and attribute responsibilities. The event also came up with a timeline for the various roles for the contracts to be executed in their entirety. ◆

Limbe hosts SIM_ba workshop

The roots of the Sim_ba financial management are sinking deeper and deeper in Councils in the South West region. This observation was made during a training seminar on the use of the software for municipal officials from 25 councils in the region which took place in Limbe from July 13 to 18. During the training, 75 officials, three from each of the 25 represented municipalities took turns to present their Council's financial records using the software. The presentation served as occasion for errors with the use software to be readily corrected by the AIMF/Sim_ba consultant, Mr. Etienne Ngangmo. The underlying goals of the seminar were to make knowledge on usage of the software more profound, assess presentation of council financial records dating back to June 2014, increase mastery in the various officials present and encourage a spirit of collaboration and sharing of information between the mayor who endorses spending and the municipal treasurer who is charged with recovering funds. ◆

Sur la CRTV Télé dès 16H00, le 2ème jeudi du mois

Vous avez RENDEZ-VOUS avec LAZARE ETOUNDI dans « GOUVERNANCE LOCALE »

52 minutes de débats, de vox pop et de reportages sur la vie des communes camerounaises

Vos réactions et suggestions sont recueillies aux adresses suivantes :
zenu.network@gmail.com
akamdem@pndp.org

Une coproduction :

PNDP

Zenü Network

CAMEROUN

LES INDICATEURS CLES DE L'ECONOMIE

LIBELLÉ	2011	2012	2013
I-DONNEES DEMOGRAPHIQUES			
Population totale (en milliers)	19 891	20 387	20 917
Densité de population (habitants/km²)	41,8	42, 9	44,0
II – DONNEES MACROECONOMIQUES			
PIB à prix courant (en milliards FCFA)	12 546	13 515	14 550
- PIB pétrole brut	941	1 075	1 096
- PIB hors pétrole brut	11 605	12 440	13 454
PIB /habitant (en milliers FCFA)	631	663	696
Taux de croissance réelle (%)	4,1	4,6	5,5
- PIB pétrole brut	-7,3	3,5	8,5
- PIB hors pétrole brut	4,6	4,6	5,3
Taux d'inflation (%)	2,9	2,4	2,1
Taux de croissance sectorielle (en %)			
- Secteur primaire	3,1	2,7	3,1
- Secteur secondaire	1,6	4,9	5,2
- Secteur tertiaire	5,5	5,5	6,7
Répartition sectorielle (en % du PIB à prix courant)			
- Secteur primaire	21,7	21,4	20,5
- Secteur secondaire	27,3	27,9	26,3
- Secteur tertiaire	43,2	43,1	45,6
Impôts et taxes moins subventions	7,8	7,6	7,6
Composantes de la demande (en % du PIB à prix courant)			
Consommation	87,5	88,4	87,3
- Privée	75,9	76, 9	75, 9
- Publique	11,6	11,5	11,4
Investissement	20,6	19,2	19,3
- Privé	18,2	16,9	16,9
- Public	2,4	2,3	2,4
Exportations de biens et services	18,4	18,8	18,6
Importations de biens et services	26,5	26,6	25,2

Finances publiques (en% du PIB à prix courant)			
Recettes budgétaires hors dons	16,9	16,8	16,8
- Pétrolières	5,1	4,9	4,9
- Non pétrolières	11,8	11,9	11,8
Dépenses	19,7	18,8	20,7
- Courantes	14,1	13,3	14
- En capital	5,5	5,5	6,7
Secteur Extérieur (en % du PIB à prix courant)			
Balance commerciale	-2,2	-1,0	-1,6
Solde compte courant	-2,8	-3,6	-3,7
Dette publique (en % du PIB)			
Stock total dette publique	16,1	15,3	16,0
- Dette publique intérieure	5,9	5,0	4,8
- Dette publique extérieure	10,2	10,3	11,1
Service total de la dette	1,3	1,6	1,6
- Dette intérieure	0,6	0,9	0,8
- Dette extérieure	0,8	0,8	0,8
III – PRINCIPALES PRODUCTIONS AGRICOLES ET SYLVICOLES (en tonnes)			
Cacao en fèves	243 320	250 000	270 000
Café arabica	9 563	10 000	13 000
Café robusta	38 256	42 000	50 000
Caoutchouc	50 983	46 318	59 000
Coton masse	185 000	227 000	250 000
Coton fibre	61 392	82 124	99 691
Banane d'exportation	271 642	285 789	310 901
Ananas	165 471	167 853	170 000
Production de bois grumes (en milliers de m^3)	2 356	2 316	2 341
Exportation de bois grumes (en milliers de m^3)	575	519	618
Exportation de bois sciés (en milliers de m^3)	531	544	519
IV – INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT			
Réseau routier bitumé (en km)	5 371	5 504	5 548
Réseau ferroviaire (en km)	1 193	1 223	1 258

Source : Institut National de la Statistique. Tél. (237) 222 220 445 / 222 221 437.
Site web: www.statistics-cameroon.org

Une publication du Ministère de l'Economie,
de la Planification et de l'aménagement du Territoire
BP 660 Yaoundé - www.minepat.gov.cm
Tél.: (237) 222 220 922 - Fax : (237) 222 236 607